

# DÉVELOPPER L'EXCELLENCE



## 1 FAITS SAILLANTS

2 MESSAGES DU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT ET  
DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

4 PERSPECTIVES SUR LES PARTENARIATS

6 L'ART DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

8 MESURER NOTRE PROPRE RENDEMENT

10 MISSION POSSIBLE

11 L'ÉQUIPE DE L'IIDD

12 LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'ÉNERGIE

14 LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

16 LES MESURES ET INDICATEURS

18 LA COMMUNICATION DES CONNAISSANCES

19 LES SERVICES D'INFORMATION

20 LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

22 LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT

25 RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

26 BILAN CONSOLIDÉ

27 ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

28 ACCORDS DE FINANCEMENT

29 ANNEXE DU FONCTIONNEMENT PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

30 SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES

L'Institut international du développement durable contribue au développement durable en formulant des recommandations stratégiques concernant le commerce international et l'investissement, les politiques économiques, les changements climatiques, les mesures et indicateurs ainsi que la gestion des ressources naturelles. Nous affichons sur Internet des comptes rendus de négociations internationales et l'information spécialisée que nous procure notre collaboration avec des partenaires du monde entier. Ce faisant, nous favorisons une recherche rigoureuse, le perfectionnement des compétences dans les pays en développement, ainsi qu'un dialogue fructueux entre le Nord et le Sud.

L'Institut a pour vision un mieux-vivre durable pour tous, et pour mission d'assurer un avenir durable aux sociétés en favorisant l'innovation. Il bénéficie de subventions de fonctionnement du gouvernement du Canada, qui lui sont versées par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et Environnement Canada, ainsi que du gouvernement du Manitoba. Des fonds de projet lui sont également accordés par le gouvernement du Canada, la province du Manitoba, d'autres gouvernements nationaux, des organismes des Nations Unies, des fondations et des entreprises privées. L'IIDD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada, et visé par l'alinéa 501 (c)(3) de l'Internal Revenue Code des États-Unis.

# DÉVELOPPER L'EXCELLENCE

Imprimé sur du papier recyclé  
Imprimé au Canada, juin 2004

Direction éditoriale : Stuart Slayen, gestionnaire,  
publications et communications, IIDD

Rédacteur adjoint : Dennis Cunningham,  
Agent de communication, IIDD

Conception graphique : Twenty3Below Graphic Design  
Traduction de l'anglais :

Pierre Danis et Michel Germain  
Impression : Premier Printing

161, avenue Portage est  
6<sup>e</sup> étage  
Winnipeg (Manitoba)  
Canada R3B 0Y4  
Tél. : +1 (204) 958-7700  
Télec. : +1 (204) 958-7710

La Maison internationale  
de l'environnement 2  
13, chemin des Anémones  
9, chemin de Balexert  
1219 Châtelaine  
Genève, Suisse  
Tél. : +41 (22) 917-8373  
Télec. : +41 (22) 917-8054

250, rue Albert  
Pièce 1360  
Ottawa (Ontario)  
Canada K1P 6M1  
Tél. : +1 (613) 238-2296  
Télec. : +1 (613) 238-8515

212 East 47th Street  
#21F  
New York, NY  
10017 USA  
Tél. : +1 (212) 644-0204  
Télec. : +1 (212) 644-0206

**Courriel : [info@iisd.ca](mailto:info@iisd.ca) Site web : <http://www.iisd.org>**

**EN** 1998, l'IIDD s'est intéressé aux règles du chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) concernant l'investissement étranger. En 2000, l'IIDD a demandé le statut d'*amicus curiae* ou ami de la cour dans l'affaire Methanex Inc. c. les États-Unis, la première fois qu'un groupe de la société civile faisait une telle demande dans un arbitrage investisseur-État assujéti à des règles internationales. En janvier 2001, le tribunal a jugé qu'il avait, en principe, le pouvoir d'accorder un tel statut et, finalement, en février 2004, il a énoncé des règles spécifiques sur la procédure que devraient suivre l'IIDD et d'autres à cette fin. En mars 2004, l'Institut a présenté sa requête officielle et son mémoire au tribunal qui, en avril, au début de la nouvelle année financière, a accepté l'IIDD comme ami de la cour, faisant de celui-ci et d'une ONG américaine les premiers groupes de la société civile à se voir reconnus de la sorte. Voir page 22.

**L'IIDD** a entrepris de revitaliser le programme de ressources naturelles, qui aura pour nom « programme de Gestion durable des ressources naturelles »; il sera initialement focalisé aux niveaux régional et national et mettra l'accent sur l'eau, l'agriculture et le développement durable. Voir page 14.

**LE** Projet d'efficacité énergétique Canada-Inde, un des projets les plus longs et les plus gros dans l'histoire de l'IIDD, a pris fin en 2003; il a généré un éventail d'extrants et de résultats importants. Voir page 12.

**L'IIDD** et le PNUE ont signé un mémorandum d'accord donnant à l'Institut la possibilité de fournir des conseils en matière de politiques en gestion des écosystèmes et en développement humain. Voir page 20.

**L'IIDD** a étendu ses activités de formation afin d'englober de jeunes professionnels d'autres pays de l'Arctique, ainsi que de l'Afrique du Sud et du Brésil. Voir page 18.

**JUSTE** avant la fin de l'année financière, l'IIDD a signé avec Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) un accord de cinq ans aux termes duquel il travaillera à une série de projets qui appuient des initiatives d'AAC associées au Cadre stratégique pour l'agriculture du ministère de l'Agriculture. Voir page 16.

**EN** 2003-2004, chaque numéro du *Bulletin des négociations de la Terre* a été publié en français aussi bien qu'en anglais. Voir page 19.

**EN** 2003-2004, l'IIDD a reçu une somme de 8,945 millions \$CAN sous forme de financement de projets désignés, une augmentation d'environ 200 000 \$ par rapport à l'année financière précédente. Voir page 28 pour plus de détails.

**CE** fut une autre année particulièrement occupée dans le cyberspace de l'IIDD. Quelque 1,75 million de documents en format PDF ont été téléchargés des sites IISDnet (<http://www.iisd.org>) et IISD Linkages (<http://www.iisd.ca>), et les visiteurs y ont consulté 13,44 millions de pages. En outre, plus de 27 000 personnes sont actuellement inscrites sur les listes de courrier électronique de l'Institut.

**L'IIDD** a finalisé l'achat de crédits de compensation (375 tonnes de carbone) pour compenser les émissions de dioxyde de carbone en 2002-2003. Voir pages 8-9 pour d'autres statistiques concernant notre performance sur le plan de la durabilité.



# FAITS SAILLANTS

1<sup>ER</sup> AVRIL 2003 — 31 MARS 2004

## MESSAGE DU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT



L'INSTITUT international du développement durable (IIDD) a vu le jour en 1990, porté par le vent d'optimisme et de changement généré par le rapport de la commission Brundtland. À notre entrée sur la scène internationale au Sommet de la Terre, à Rio en 1992, nous avons déjà beaucoup de réalisations dont nous pouvions être fiers. C'est toujours le cas.

Grâce au travail de notre équipe des Services d'information, les négociations environnementales internationales ont été les plus transparentes et les plus accessibles qui soient. Nos spécialistes des questions commerciales ont aidé à faire de pourparlers jusque-là dominés par des groupes d'intérêt commerciaux du Nord des discussions à facettes multiples ouvertes à d'autres acteurs de la société civile et à des gouvernements de pays en développement, qui commencent à faire sentir une influence nouvellement acquise.

Les professionnels de notre équipe de la Communication des connaissances ont conçu de nouvelles façons d'élaborer des réseaux Nord-Sud du savoir et de faire participer davantage les jeunes aux décisions concernant les technologies de l'information qui auront un impact sur leur avenir. Notre équipe des Politiques économiques aide à adapter l'approche préconisée par le lauréat du prix Nobel Amartya Sen de sorte que les stratégies de réduction de la pauvreté contribuent également à améliorer l'environnement. Nous sommes maintenant en mesure de mieux évaluer les progrès réalisés au regard des trois grands volets du développement durable—les dimensions économiques, sociales et environnementales—grâce au travail accompli dans le cadre de notre Programme de mesure et d'évaluation. Et les nouvelles activités que nous menons dans le dossier de l'environnement et de la sécurité, et dans celui de la gestion durable des ressources naturelles—notamment les ressources en eau—augurent de percées semblables à celles déjà enregistrées par l'Institut.

Nous sommes encore un petit organisme, et nous entendons le rester. Notre nouveau plan stratégique prévoit une croissance substantielle au cours des cinq prochaines années, mais nous demeurerons un débutant modeste comparativement à bon nombre des autres acteurs sur la scène internationale.

Nous allons de l'avant avec optimisme, conscients toutefois que, malgré tous les progrès réalisés par la communauté du développement durable dans les 17 années depuis la publication du rapport Brundtland,

l'humanité fait toujours fausse route face à des problèmes clés comme les changements climatiques, la perte de biodiversité, le déboisement et la croissance démographique.

Dans un tel contexte, comment pouvons-nous obtenir des résultats?

D'abord, nous entendons faire fond sur les partenariats que nous avons avec plus de 80 institutions dans le monde pour mieux plaider la cause du changement. Et nous voulons conclure des alliances encore plus étroites avec plusieurs groupes de même opinion. Ensuite, nous voulons nous assurer que toutes nos activités seront animées par une stratégie de persuasion décisive, élaborée par notre équipe de la Communication des connaissances et approuvée par notre conseil. Enfin, nous voulons ajouter à notre nouveau fonds d'innovation pour inciter nos meilleurs éléments à trouver des façons innovatrices de défaire les embâcles actuels.

Malgré une année affligeante au plan des relations internationales, je reste confiant que le développement durable redeviendra une dominante des débats politiques internationaux dans les cinq prochaines années, et que l'IIDD sera bien positionné pour jouer un rôle influent dans ces débats.

Le président-directeur général,  
David Runnalls

## CONSEIL D'ADMINISTRATION, 2003-2004



Jacques Gérin  
Président (Canada)



David Runnalls  
Président-directeur  
général (Canada)



Edward S. Ayensu  
(Ghana)



James P. Bruce  
(Canada)



James Carr  
(Canada)



Eleanor Clitheroe  
(Canada)



Angela Cropper  
(La Trinité-et-Tobago)



Christian Friis Bach  
(Danemark)



Charles Hantho  
(Canada)



Nicolas Imboden  
(Suisse)

# MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



exceptionnelle. Notre succès, au prix de grands efforts, pour ouvrir le processus des tribunaux de l'ALENA montre comment une intervention soutenue, consciencieuse et créatrice peut amener un changement significatif. Nous devons performer à ce niveau plus souvent, et nous avons ce qu'il faut pour y arriver.

Pour avoir de l'impact, nous devons aussi établir une présence, avoir une visibilité, chose aussi essentielle que le contenu. Ces dernières années, nous avons réussi à développer nos racines dans notre terre natale du Manitoba grâce à des projets centrés sur la province et la région, à notre rôle de conseiller auprès du gouvernement et à la participation accrue de notre personnel à la vie de la communauté.

Notre bureau à Genève, qui s'occupe principalement des programmes de commerce et de développement et des questions de sécurité, nous donne une présence très visible en Europe. Et nous avons établi notre présence sur la scène internationale grâce à nos Services d'information et à nos différents réseaux.

Nous devons acquérir une plus grande visibilité au Canada et en venir à être reconnus, ainsi que nous le sommes ailleurs, comme l'organisme qui fait autorité dans le domaine du développement durable.

Par leur compétence, leur dévouement, leur utilisation d'un réseautage bien développé et leur travail acharné, les membres du personnel de l'Institut ont fait de l'organisation ce qu'elle est aujourd'hui. Ce sont ces mêmes personnes qui nous aideront à relever les défis qui nous attendent. Je les remercie tous et chacun de leur contribution.

Mes collègues du Conseil et moi ne ménageront aucun effort pour aider l'Institut à accomplir de plus grandes choses encore à l'avenir.

Le président du Conseil d'administration, Jacques Gérin

L'ANNÉE 2003–2004 a été une bonne année pour l'Institut international du développement durable—une année marquée par d'importantes réalisations, comme en atteste le présent rapport. Il convient maintenant de faire le point sur ce qui promet d'être une autre année excitante.

À sa réunion de juin 2004, le Conseil a accueilli sept nouveaux membres, qui injecteront une énergie nouvelle dans les travaux de l'Institut. Nous entamons la nouvelle année financière avec un conseil plus jeune et une plus grande présence féminine que jamais.

Nous avons donné le coup d'envoi au deuxième plan stratégique, qui encadrera l'élaboration de nos programmes au cours des cinq prochaines années. L'accent est mis sur une action pertinente et probante—qui nous permettra d'exercer une influence visible dans les domaines où nous interviendrons.

Notre président a renouvelé son engagement pour les cinq prochaines années : il continuera de diriger l'Institut avec dynamisme et créativité. Les budgets déficitaires sont chose du passé. Depuis un an, notre budget est équilibré, et nos perspectives financières sont saines.

Voilà des circonstances des plus favorables pour relever les défis à venir.

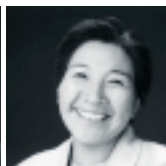
Notre défi principal consiste maintenant à acquérir et à maintenir une influence et un impact réels. L'IIDD est une petite organisation qui s'attaque à des problèmes mondiaux. Pour avoir un impact mesurable, nous devons cibler notre action avec précision dans les domaines où nous avons une expertise



Aban Kabraji  
(Pakistan)



Ashok Khosla  
(Inde)



Rosemarie Kuptana  
(Canada)



Huguette Labelle  
(Canada)



Laxanachantorn  
Laohaphan  
(Thaïlande)



Elizabeth E. May  
(Canada)



Mark Moody-Stuart  
(Royaume-Uni)



Khawar Mumtaz  
(Pakistan)



Robert Page  
(Canada)



Le très hon.  
Edward R. Schreyer  
(Canada)

## CONSEILLERS DE L'EXTÉRIEUR

Norm Brandon,

Sous-ministre, Gestion de l'eau, Province du Manitoba  
James Eldridge,

Greffier du Conseil exécutif, Province du Manitoba  
Len Good,

Président, Agence canadienne de développement international,  
jusqu'en mai 2003

Suzanne Hurtubise,

Sous-ministre, Environnement Canada, de juin 2003 à mai 2004  
Alan Nymark,

Sous-ministre, Environnement Canada, jusqu'en juin 2003

Maureen O'Neil,

Présidente, Centre de recherches pour le développement  
international

Mary Simon,

Ambassadeur aux Affaires circumpolaires, ministère des Affaires  
étrangères et du Commerce international, jusqu'en octobre 2003

Paul Thibault,

Président, Agence canadienne de développement international,  
depuis mai 2003

## MEMBRES DISTINGUÉS

Art Hanson

Jim MacNeill,

Président du Conseil émérite

Maurice Strong

## AMIS DE L'INSTITUT

Gro Harlem Brundtland

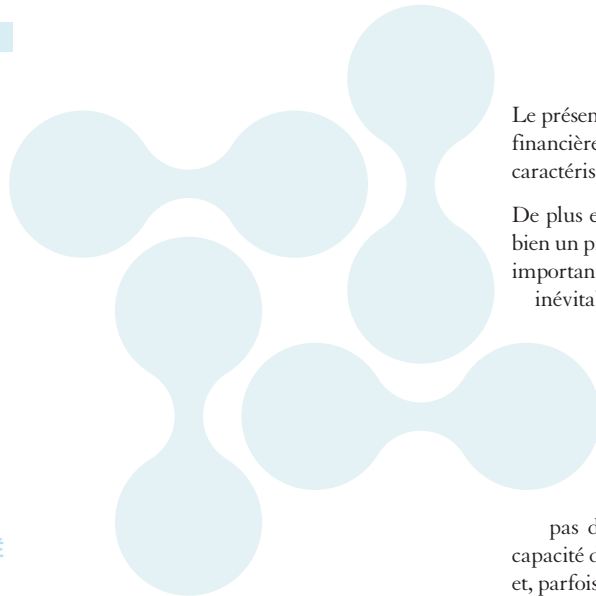
José Goldemberg

Sir Shridath Ramphal

## PRÉSIDENT FONDATEUR DU CONSEIL

Lloyd McGinnis

- 1 FAITS SAILLANTS
- 2 MESSAGES DU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
- 4 PERSPECTIVES SUR LES PARTENARIATS
- 6 L'ART DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
- 8 MESURER NOTRE PROPRE RENDEMENT
- 10 MISSION POSSIBLE
- 11 L'ÉQUIPE DE L'IIDD
- 12 LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'ÉNERGIE
- 14 LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES
- 16 LES MESURES ET INDICATEURS
- 18 LA COMMUNICATION DES CONNAISSANCES
- 19 LES SERVICES D'INFORMATION
- 20 LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES
- 22 LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT
- 25 RAPPORT DES VÉRIFICATEURS
- 26 BILAN CONSOLIDÉ
- 27 ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
- 28 ACCORDS DE FINANCEMENT
- 29 ANNEXE DU FONCTIONNEMENT PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ
- 30 SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES



Le présent rapport identifie et souligne de nombreuses réalisations de l'IIDD durant la dernière année financière. Même si elles varient par leur taille et leur portée, la quasi totalité de ces réalisations ont une caractéristique en commun—l'importance de la collaboration.

De plus en plus, les organisations de développement durable constatent qu'il est difficile de mener à bien un projet en faisant cavalier seul. Dans le domaine du développement durable, les résultats les plus importants sont le fruit de la collaboration entre les organisations. La logique et l'économie amènent inévitablement à conclure que le modèle du partenariat offre les meilleures chances d'efficacité et de succès. Et les bailleurs de fonds commencent à privilégier les projets ancrés dans de solides relations entre institutions qui collaborent entre elles.

Les partenaires de l'Institut changent au fur et à mesure des projets et que de nouveaux leur succèdent. Mais l'IIDD collabore en tout temps avec 70 à 80 organisations—au nord et au sud de l'équateur.

Il ne faut pas en inférer pour autant que les partenariats dans le cadre de projets ne comportent pas de défis, comme les barrières linguistiques, les différences culturelles, les écarts dans la capacité des institutions, les pratiques différentes au niveau de la comptabilité ou de la collecte de fonds et, parfois même, les motivations et attentes différentes des partenaires. Les fuseaux horaires différents et les dépenses occasionnées par les rencontres peuvent aussi mettre les relations à l'épreuve.

## CERTAINES ORGANISATIONS DE MÊME OPINION PARLENT DE LA COLLABORATION

# PERSPECTIVES SUR LES PARTENARIATS

Compilation de Dennis Cunningham

## ACTIFS DURANT DES ANNÉES AU CANADA ET AILLEURS DANS LE MONDE, L'IIDD ET SES PARTENAIRES ONT APPRIS QUE, LORSQUE

Depuis 1995, l'IIDD s'est appliqué à comprendre la nature et la gestion du travail de collaboration, spécialement en ce qui a trait aux réseaux formels du savoir. Notre publication, *Strategic Intentions*, reflète l'essentiel des leçons apprises jusqu'à maintenant. Notre travail actuel—évidemment mené en partenariat avec d'autres—met l'accent sur les questions de fond, dont la planification et le suivi, les communications et les stratégies d'influence, la gouvernance à l'interne, et la transparence et la reddition de comptes face aux interlocuteurs extérieurs. (Pour plus d'information sur les leçons apprises au sujet des réseaux du savoir, voir <http://www.iisd.org/networks/>).

En dépit des difficultés que soulève le travail de collaboration et des apprentissages qu'il reste à faire, il y a beaucoup à gagner à travailler avec des partenaires et à l'intérieur de réseaux. En travaillant ensemble, les organisations multiplient les occasions de financement, évitent le double emploi, apprennent les unes des autres et rehaussent leur crédibilité aux yeux des décideurs.

POUR UNE ORGANISATION DU MONDE EN DÉVELOPPEMENT COMME LA BARILOCHE FOUNDATION, IL N'EST PAS FACILE DE TROUVER UNE ORGANISATION DU MONDE DÉVELOPPÉ QUI NOUS DONNE LA POSSIBILITÉ DE RESTER NOUS-MÊMES SANS NOUS PRESSER DE MODIFIER NOTRE POINT DE VUE. C'EST POURQUOI NOUS SOMMES TRÈS À L'AISE DE TRAVAILLER AVEC L'IIDD, PARCE QUE NOUS POUVONS PARTAGER NOS OPINIONS ET NOS POINTS DE VUE EN TOUTE LIBERTÉ ET D'ÉGAL À ÉGAL.

Osvaldo Giradin, Bariloche Foundation, Argentine

LA PRINCIPALE CONTRIBUTION QU'APPORTE L'IIDD AUX PARTENARIATS TIENT À SON EXPERTISE DE LA THÉORIE ET DES PRATIQUES EXEMPLAIRES ASSOCIÉES AUX RÉSEAUX DU SAVOIR, AUX PARTENARIATS ET AUX COALITIONS—AINSI QU'À SON CAPITAL INTELLECTUEL, SON EXPÉRIENCE ET SON DISCERNEMENT. À CELA S'AJOUTENT ENTRE AUTRES SA CRÉDIBILITÉ EN TANT QU'INSTITUTION AUPRÈS DES AUTRES PARTENAIRES ET DES DONATEURS, AINSI QUE LES RÉSEAUX SOLIDES QU'IL A SU ÉTABLIR AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS CLÉS.

Nick Moraitis, TakingITGlobal, Canada

## L'IIDD A DEMANDÉ AUX REPRÉSENTANTS DES SIX ORGANISATIONS PARTENAIRES SUIVANTES DE LIVRER LEURS RÉFLEXIONS SUR LES PARTENARIATS. CERTAINES DE LEURS RÉPONSES SONT REPRODUITES CI-APRÈS.

- **Cristina Nogues : La Fundacion Acceso (Costa Rica)** est un membre affilié du Réseau Communications pour le développement durable (RCDD), dont l'IIDD est la plaque tournante. <http://www.acceso.or.cr/>
- **Oswaldo Girardin : La Fundacion Bariloche (Argentine)** est membre du Réseau du savoir sur l'évolution du climat, qui a collaboré tout récemment avec l'IIDD à la publication *Seeing the Light: Adapting to climate change with decentralized renewable energy in developing countries*. <http://www.fundacionbariloche.org.ar/>
- **Nick Moraitis : TakingITGlobal (Canada)** collabore avec l'IIDD en tant que membre de l'équipe de coordination du Youth Creating Digital Opportunities (YCDO). <http://www.takingitglobal.org>
- **Shaheen Rafi Khan : Le Sustainable Development Policy Institute – SDPI (Pakistan)** est membre actif du Réseau du savoir sur le commerce, cogéré par l'IIDD. <http://www.sdpi.org>
- **Kakuko Nagatani Yoshida : La Division de l'alerte rapide et de l'évaluation du Programme des Nations Unies pour l'environnement (région de l'Amérique latine et des Caraïbes) – PNUE DEWA (Mexique)** – a travaillé avec l'IIDD en tant que centre de collaboration pour l'Avenir de l'environnement mondial; elle a également accueilli des stagiaires du programme des Jeunes leaders canadiens pour un avenir durable (JLCAD) de l'IIDD. <http://www.unep.org/dewa/index.asp>

## Q. POURQUOI VOTRE ORGANISATION PARTICIPE-T-ELLE À DES PARTENARIATS?

**SDPI** : Le SDPI participe à des partenariats Sud-Sud et Nord-Sud avec des institutions de recherche de même opinion. Le développement de thèmes de recherche fondés sur le consensus, la recherche en collaboration et la formulation de stratégies de communication et de sensibilisation créent tous des synergies. Une telle approche est susceptible de générer plus de crédibilité auprès des donateurs et des décideurs, spécialement lorsque des enjeux régionaux et internationaux sont en cause. Les associations Nord-Sud peuvent aider à dissiper les fausses perceptions et à identifier des intérêts convergents, qui débouchent sur des situations avantageuses pour tous.

**IIED** : La plus grande partie de notre travail se fait dans le monde en développement, où nous avons besoin du point de vue et de l'expérience de partenaires locaux. L'IIED bâtit ses partenariats progressivement à long terme, sur la base d'objectifs, d'intérêts et de stratégies communs.

## Q. SELON VOUS, QUE RÉSERVE L'AVENIR DU PARTENARIAT POUR L'AVANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE?

**PNUE DEWA** : Tout en admettant que les partenariats peuvent ralentir les choses, nous estimons que, sans eux, il ne saurait y avoir de développement durable. Comme nous le savons, le développement durable appelle la participation et l'engagement de chaque individu dans notre société. Cette initiative plurisectorielle à niveaux multiples qu'on appelle le développement durable ne se concrétisera que si nous décidons tous de travailler au bien commun, étant conscients que les problèmes de la rareté des ressources (spécialement les ressources naturelles), de l'inégalité financière et sociale et de la sécurité se posent à nous avec acuité.

**Taking IT Global** : On reconnaît généralement, je pense, que nous devons tous—la planète tout entière—coopérer pour en arriver à terme à un mode de vie plus durable et à une approche plus durable du développement. De façon plus immédiate, les partenariats jouent un rôle clé dans notre action—ce n'est qu'en tenant compte de l'apprentissage, des réseaux et de la capacité des autres que nous pourrions trouver des solutions vraiment efficaces aux défis mondiaux auxquels nous faisons face.

## DE BONNES ORGANISATIONS S'UNISSENT POUR FAIRE DE BONNES CHOSES, LE RÉSULTAT EST SOUVENT PLUS GRAND QUE LA SOMME DE SES COMPOSANTES.

- **Saleem Huq : L'International Institute for Environment and Development (Royaume-Uni)** a participé à une grande variété d'initiatives avec l'IIDD, dans les dossiers du commerce et du développement durable et des changements climatiques; il a aussi accueilli des stagiaires du programme JLCAD. David Runnalls, président-directeur général de l'IIDD, est actuellement membre du conseil d'administration de l'IIED et il participe aux travaux de l'Institut depuis sa fondation. <http://www.iied.org>

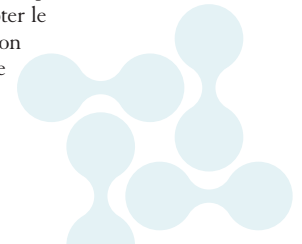
## Q. QUELS DÉFIS PRÉSENTE LE TRAVAIL EN PARTENARIAT?

**Fundacion Acceso** : Les barrières linguistiques et culturelles; la transparence et la communication proactive; l'identification claire d'objectifs spécifiques et communs, y compris les domaines où il ne saura ou pourra y avoir de collaboration; l'ouverture au changement et une réceptivité à l'apprentissage continu, axé sur les processus; la disponibilité des ressources (financières et non financières) nécessaires; et une volonté de travailler à l'intérieur de schémas ouverts en matière de contenu ou de connaissances.

**Bariloche Foundation** : Le principal défi réside dans la participation au processus du partenariat, parce que cela implique d'accepter le point de vue des autres et de mettre l'accent sur la réalisation d'un consensus. Il n'est pas toujours possible de s'entendre avec les autres partenaires sur tous les enjeux en cause. En fait, il est stimulant de participer à la recherche d'un nombre minimum de points consensuels.

LES NORMES PROFESSIONNELLES ÉLEVÉES AUXQUELLES ADHÈRE L'IIDD, SA CONCEPTION AVANT-GARDISTE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET SON STYLE DE GESTION HABILITANT ONT CRÉÉ, EN TERMES DE QUALITÉ ET D'ÉQUITÉ, DES PRÉCÉDENTS DONT LE SDPI A GRANDIEMENT BÉNÉFICIÉ.

Shaheen Rafi Khan, Sustainable Development Policy Institute, Pakistan



- 1 FAITS SAILLANTS
- 2 MESSAGES DU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
- 4 PERSPECTIVES SUR LES PARTENARIATS
- 6 L'ART DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**
- 8 MESURER NOTRE PROPRE RENDEMENT
- 10 MISSION POSSIBLE
- 11 L'ÉQUIPE DE L'IIDD
- 12 LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'ÉNERGIE
- 14 LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES
- 16 LES MESURES ET INDICATEURS
- 18 LA COMMUNICATION DES CONNAISSANCES
- 19 LES SERVICES D'INFORMATION
- 20 LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES
- 22 LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT
- 25 RAPPORT DES VÉRIFICATEURS
- 26 BILAN CONSOLIDÉ
- 27 ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
- 28 ACCORDS DE FINANCEMENT
- 29 ANNEXE DU FONCTIONNEMENT PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ
- 30 SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES

L'ANCIEN PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'IIDD, ARTHUR J. HANSON, O.C., A DÉCIDÉ DE PASSER À L'ÉTAPE SUIVANTE DE SA CARRIÈRE. IL PARLE DE SA PRÉSIDENTE AVEC FIERTÉ. ET, ALORS QU'IL SE TOURNE VERS L'AVENIR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, SA FOI DANS LES GENS LE MAINTIEN DANS SON OPTIMISME.

Stuart Slayen

# L'ART DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

## L'ANCIEN PRÉSIDENT DE L'IIDD REGARDE VERS L'AVENIR MAIS CHÉRIT LE PASSÉ

Quand Arthur J. Hanson est devenu le président-directeur général de l'IIDD à la fin de 1991, l'Institut existait depuis moins de deux ans et le Sommet de la Terre de Rio—l'événement qui allait façonner le mouvement du développement durable pendant des années—avait lieu à peine six mois plus tard.

« Je ne crois pas avoir jamais autant travaillé » a déclaré Art Hanson en évoquant une époque où le monde commençait tout juste à entendre parler du développement durable.

C'est à Rio que l'Institut a fait son entrée sur la scène mondiale et qu'il a presque immédiatement établi sa crédibilité et éveillé l'intérêt de la communauté des politiques. « Nous sommes passés de l'anonymat à la reconnaissance sur la scène internationale. »

Il se souvient de ces premiers jours avec fierté.

« Le développement durable, rappelle Arthur Hanson de son ton mesuré, passait difficilement la rampe auprès du public. Certains doutaient que l'Institut pût survivre et plus particulièrement survivre à Winnipeg. Nous devons prouver que l'IIDD était viable et qu'on pouvait faire du concept du développement durable un outil utile dans la vie des gens. »

Sous sa gouverne, l'Institut a survécu à ses problèmes de croissance et a gardé le cap sur les défis à relever. Au Canada et ailleurs, l'IIDD a contribué de façon importante à focaliser l'attention sur le développement durable et à relever la barre de la qualité de la recherche sur les politiques dans ce domaine.

Art Hanson souligne en particulier l'adoption rapide, par l'Institut, des technologies de l'Internet pour diffuser le Bulletin des Négociations de la Terre et d'autres contenus, ainsi que les efforts déployés par l'IIDD pour rejoindre un auditoire plus jeune grâce à divers projets et enfin le programme de stages, qui a connu un grand succès. De plus, en décidant tôt de se lancer dans des domaines inexplorés comme le commerce et le développement durable, l'IIDD est devenu un leader mondial.

**« LE DD EST CONFRONTÉ À PLUSIEURS GRANDES URGENCES. DE FAIT, JE CRAINS QUE DANS CERTAINS CAS LES DATES-BUTOIRS POUR L'APPLICATION DES BONNES SOLUTIONS NE SOIENT DÉJÀ PASSÉES. »**



1: Art Hanson en conversation avec l'hon. Flora MacDonald en mai 1994 durant la conférence de l'Association canadienne pour les Nations Unies ayant pour titre « An International Agenda for the 21st Century: The Role of Canada »

2: Art Hanson, l'hon. Lloyd Axworthy, Gary Filmon, ex-premier ministre du Manitoba, et Rod Aranceda, gestionnaire des systèmes d'information de l'IIDD, lors de l'annonce du financement du Programme Infrastructures Canada-Manitoba en octobre 1996

3: Art Hanson interviewé à Rio de Janeiro, au Brésil en marge du Sommet de la Terre en juin 1992

4: En 2003, Art Hanson est fait officier de l'Ordre du Canada par Son Excellence la très honorable Adrienne Clarkson, C.C., C.M.M., C.O.M., C.D., Gouverneure générale et Commandante en chef du Canada.



- 1 FAITS SAILLANTS
- 2 MESSAGES DU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
- 4 PERSPECTIVES SUR LES PARTENARIATS
- 6 L'ART DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
- 8 MESURER NOTRE PROPRE RENDEMENT**
- 10 MISSION POSSIBLE
- 11 L'ÉQUIPE DE L'IIDD
- 12 LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'ÉNERGIE
- 14 LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES
- 16 LES MESURES ET INDICATEURS
- 18 LA COMMUNICATION DES CONNAISSANCES
- 19 LES SERVICES D'INFORMATION
- 20 LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES
- 22 LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT
- 25 RAPPORT DES VÉRIFICATEURS
- 26 BILAN CONSOLIDÉ
- 27 ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
- 28 ACCORDS DE FINANCEMENT
- 29 ANNEXE DU FONCTIONNEMENT PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ
- 30 SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES

Préparé par l'équipe chargée de l'évaluation et du suivi du développement durable à l'intérieur de l'IIDD

# MESURER NOTRE PROPRE RENDEMENT

## POINTS SAILLANTS DU RAPPORT 2003-2004 DE L'IIDD SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'IIDD a pour mission de favoriser une transition au développement durable à l'échelle planétaire. Ce faisant, nous pratiquons des politiques qui conservent et protègent les ressources nécessaires à la survie des générations futures. Nous nous employons à dépasser, chaque fois que possible, les prescriptions de la réglementation en matière d'environnement, de santé, de sécurité et d'emploi. Pour faire le suivi de nos progrès, nous adhérons aux Global Reporting Initiative Guidelines (voir <http://www.globalreporting.org/>).

Les indicateurs dont nous faisons état dans le présent rapport donnent un aperçu de nos progrès. Le rapport complet de l'IIDD sur le développement durable sera disponible en septembre 2004.

### INDICATEURS ÉCONOMIQUES

L'alignement de la mission et des capacités internes de l'IIDD et des objectifs des donateurs crée les conditions d'un succès qui profitera au bout du compte à l'humanité. Ce succès se vérifie dans une évolution positive des entrées de fonds qui indique que l'IIDD est en mesure de gérer cet alignement et d'exécuter des programmes qui sont nécessaires et soutenus.

#### TOTAL DES SALAIRES, DES AVANTAGES ET DES PAIEMENTS VERSÉS À DES ASSOCIÉS, DES CONSULTANTS ET D'AUTRES COLLABORATEURS

Sommes versées aux employés, associés et consultants de l'IIDD (nos partenaires internes) :

2001-2002 : 7 172 000
2002-2003 : 7 686 000
2003-2004 : 8 327 000

#### IMPACT ÉCONOMIQUE DIRECT

Total des recettes finançant les programmes, les projets et les infrastructures institutionnelles :

2001-2002 : 10 390 954
2002-2003 : 11 019 357
2003-2004 : 11 995 151

L'équipe chargée de l'évaluation et du suivi du développement durable à l'intérieur de l'IIDD est formée de **Marlene Roy (chef d'équipe), Stephan Barg, Jodi Browne, Dennis Cunningham, Janice Gair, Catherine Muir, Darren Swanson et Henry Venema**

### INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

#### TOTAL DES MATÉRIAUX UTILISÉS AUTRES QUE L'EAU

L'IIDD étant une organisation axée sur le savoir, le principal matériau utilisé est le papier. Même si nous utilisons du papier recyclé, nous cherchons à en réduire l'usage au minimum.

#### PAPIER D'ORDINATEUR ET PAPIER DUPLICATEUR UTILISÉ

2001-2002 : 6 989 feuilles imprimées par employé
2002-2003 : 9 558 feuilles imprimées par employé*
2003-2004 : 6 710 feuilles imprimées par employé

\*Selon nous, l'augmentation en 2002-2003 tenait 1) à la livraison accrue à l'IIDD de publications en format PDF et 2) à la production accrue de documents pour un projet spécifique. Les solutions d'archivage électronique adoptées depuis expliquent la réduction en 2003-2004.

#### STRATÉGIE DE GESTION DU CARBONE

En 2003-2004, nous avons exécuté diverses activités dans le cadre de notre stratégie de gestion du carbone, entre autres :

- la participation à Défi Transport (un programme conçu pour encourager le recours à des modes de transport respectueux de l'environnement pour l'aller-retour au travail);
- l'inscription de notre objectif de réduction des émissions par l'entremise de Mesures volontaires et registre inc. du défi-climat canadien;
- la conclusion d'un achat de crédits compensateurs de 375 tonnes de carbone appliqués à nos émissions de CO<sub>2</sub> en 2002-2003;

- l'établissement de mesures de base pour la consommation d'électricité, de gaz naturel et d'eau dans notre bureau de Winnipeg;
- la collecte d'informations sur les déplacements quotidiens de nos employés grâce à une enquête en ligne élaborée en partenariat avec une ONG environnementale locale;
- l'élargissement de la collecte de données sur les déplacements par avion afin d'inclure les données relatives aux déplacements des consultants des Services d'information et des associés de l'IIDD.

## INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX (SUITE)

### ACHAT DE COMPENSATIONS DE CARBONE

Pour l'année financière 2002-2003, l'IIDD a zéro émissions de carbone grâce à l'achat en 2003-2004 de 375 tonnes de crédits certifiés de réduction d'émissions. Ce montant correspondait aux émissions associées aux déplacements par avion du personnel de l'IIDD. Ces crédits ont été achetés d'une société basée en Saskatchewan, Clear-Green Environmental, Inc.—pour leur projet de digesteur de biogaz—et consignés par l'entremise de Mesures volontaires et registre inc. du défi-climat canadien ([http://credit.vcr-mvr.ca/cre\\_master-details\\_f.cfm?CompanyID=1725](http://credit.vcr-mvr.ca/cre_master-details_f.cfm?CompanyID=1725)).

Photo : Digesteur de biogaz de Clear-Green.  
Photo fournie par Clear-Green Environmental, Inc.

### ÉMISSIONS DE CARBONE PROVENANT DES DÉPLACEMENTS

2002-2003 : 375 tonnes de carbone (déplacements des employés et des associés)

2003-2004 : 527 tonnes de carbone (déplacements des employés, des associés et des consultants\*)

*\*La première année durant laquelle nous avons relevé les émissions de carbone, nous avons perfectionné notre collecte de données, ce qui nous a permis de faire efficacement le compte des émissions générées par les consultants de nos Services d'information l'année suivante. Il en est résulté une augmentation substantielle des émissions enregistrées, puisque ces personnes se déplacent fréquemment pour assister à des réunions internationales.*

### ÉMISSIONS DE CARBONE PROVENANT DE LA CONSOMMATION DE GAZ NATUREL (CHAUFFAGE DU BUREAU DE WINNIPEG)

2003-2004 : 78 tonnes de carbone

### ÉMISSIONS DE CARBONE PROVENANT DE LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ (BUREAU DE WINNIPEG)

2003-2004 : Selon le calcul de l'utilisation moyenne au Canada : 95 tonnes de carbone

Selon le calcul de l'utilisation marginale : 375 tonnes de carbone

Des données ont été compilées pour la première fois cette année. Les émissions résultant de la consommation d'électricité peuvent être mesurées grâce à deux méthodes. La première utilise les émissions moyennes au Canada provenant de l'électricité générée à partir de tous types de combustible, ce qui donne des émissions de 95 tonnes de carbone. C'est la méthode recommandée par le protocole du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable/World Resources Institute que nous avons utilisé. La deuxième se fonde sur un calcul marginal, et part du principe que toute quantité d'électricité conservée par l'IIDD remplacera la génération d'électricité au moyen de combustibles fossiles dans la zone du Mid-Area Power Pool (MAPP) aux États-Unis, où la Manitoba Hydro achemine l'électricité en excédent des besoins de la province. Il en résulte une valeur plus grande accordée aux économies, mais aussi un calcul plus élevé de nos émissions.

### ÉMISSIONS TOTALES DE CARBONE EN 2003-2004

L'estimation va d'un maximum de 980 tonnes métriques de CO<sub>2e</sub> (utilisant le calcul de l'utilisation marginale pour mesurer la production d'électricité), à un minimum de 700 tonnes métriques de CO<sub>2e</sub> (utilisant le calcul de l'utilisation moyenne au Canada pour mesurer la production d'électricité).

## INDICATEURS SOCIAUX

### EMPLOI

#### Effectif par type d'occupation

Administration, comptabilité et soutien technique (AAT) :	24
Recherche et Services d'information (RRS) :	36
Haute direction et directeurs (CMD) :	9
CMD qui font aussi de la recherche :	7
CMD qui ont aussi des fonctions administratives et comptables :	2

#### CRÉATION NETTE D'EMPLOIS ET RATIO MOYEN DE ROTATION

Création nette d'emplois en 2003-2004 : 10  
Fidélisation du personnel (% du personnel fidélisé par rapport à l'année précédente)

	2001/02	2002/03	2003/04
Personnel RRS	96 %	85 %	98 %
Personnel AAT	96 %	74 %	92 %

#### MASSE CRITIQUE DE CHERCHEURS

Pourcentage de chercheurs par rapport à l'effectif total

2001/02 : 48 %    2002/03 : 56 %    2003/04 : 62 %

### ÉDUCATION ET FORMATION

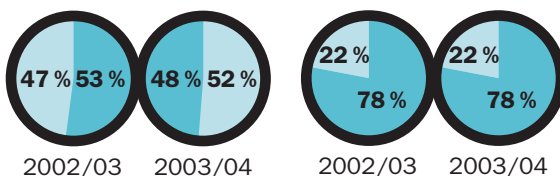
Des modules de formation du personnel ont été élaborés et dispensés selon que de besoin en recourant à une variété de méthodes de communications. Un fonds de 50 000 \$ CAN destiné à la formation et au perfectionnement et accessible à tout le personnel (à l'exception des directeurs) a été établi pour assurer un accès égal aux occasions de formation et de perfectionnement. Un comité interfonctionnel a reçu 14 demandes d'assistance en 2003-2004 et prélevé 9 387 \$ à même le fonds. Un nouveau prélèvement, de 6 675 \$, devrait être fait en 2004-2005 pour donner suite à certaines demandes différées. Quelque 47 % des sommes accordées sont allées à des demandes du personnel de la recherche et des programmes.

### DIVERSITÉ ET OCCASIONS EN MILIEU DE TRAVAIL

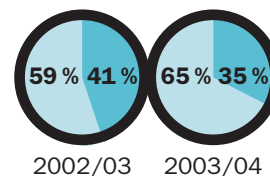
#### Personnel et associés de l'IIDD

● % femmes  
● % hommes

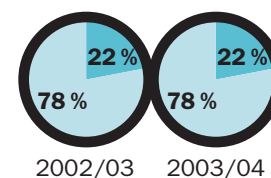
#### RATIO GLOBAL HOMMES/FEMMES PERSONNEL (COMPTABILITÉ, ADMINISTRATION ET SOUTIEN TECHNIQUE)



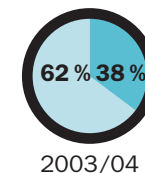
#### PERSONNEL (RECHERCHE ET SERVICES D'INFORMATION)



#### HAUTE DIRECTION ET DIRECTEURS



#### CONSEIL D'ADMINISTRATION



#### Nationalités\* des employés et des associés

2002-2003 : Neuf nationalités étaient représentées; 73 % des employés et des associés étaient Canadiens.  
2003-2004 : Quatorze nationalités étaient représentées; et 68 % des employés étaient Canadiens.

\*Par nationalité, on entend le pays d'origine

#### Domaines d'études des employés et des associés (selon le plus haut grade universitaire obtenu)

2002-2003 : 15 grades différents  
2003-2004 : 20 grades différents

## « JE VIENS DE DEVENIR GRAND-PÈRE ET CELA CHANGE TOTALEMENT LA VISION QU'ON A DU MONDE, AJOUTE-T-IL. »



« Nous avons su attirer un très bon personnel et le Conseil était et reste toujours en prise directe sur le développement durable ». Tous les efforts de l'IIDD concourent, comme se plaît à le dire Art, à « retracer les lignes » qui relient l'environnement, l'économie et le bien-être des gens.

Art Hanson s'inquiète cependant des retards au chapitre des interventions efficaces au service du développement durable et ce, malgré le très bon travail fait par l'IIDD et d'autres organisations semblables. Nous faisons face à des menaces plus complexes et interreliées qui pèsent sur la sécurité humaine et écologique.

« Le DD est confronté à plusieurs grandes urgences. De fait, je crains que dans certains cas les dates-butoirs pour l'application des bonnes solutions ne soient déjà passées. Par exemple, il était plutôt clair pour moi il y a même une décennie, affirme Hanson, un ancien ambassadeur canadien des Océans, [...] que les stocks de poissons dans les océans étaient franchement à grand risque, qu'ils étaient en chute libre. Aujourd'hui, certains scientifiques croient que la morue disparaîtra comme stock exploitable d'ici à 2020. »

« Le sort des forêts tropicales me préoccupe depuis très, très longtemps, ajoute-t-il. Elles sont tellement importantes pour la biodiversité, pour les besoins des gens et pour leur contribution économique à diverses sociétés. Et pourtant nous continuons de les traiter d'une façon qui favorise leur destruction et leur disparition. »

Art Hanson et d'autres experts du développement durable sont d'avis que nous sommes interpellés par des échéances très réelles et imminentes. L'UICN, l'Union mondiale pour la nature, affirme qu'il faut avoir inversé la tendance en matière de perte de la biodiversité d'ici à 2010. Hanson estime qu'il faudra « amorcer le virage » dans le dossier des changements climatiques d'ici à 2020 ou 2030. Les objectifs de développement du Millénaire—qu'on cite souvent et qui fixent des cibles chiffrées au chapitre de la pauvreté, de l'alimentation, de l'eau, de la santé, de l'éducation et d'autres questions—devaient être atteints d'ici à 2015. Mais dans ce cas comme dans de nombreux autres, il estime que les délais seront fort probablement largement dépassés.

Ce qui frustre tout particulièrement Art Hanson, c'est qu'il croit que l'humanité possède déjà, ou qu'elle pourrait acquérir, presque toutes les connaissances nécessaires pour relever les défis mais que le changement est entravé par la bureaucratie, l'inefficacité des institutions, les faiblesses fondamentales de l'interaction humaine et la difficulté de promouvoir la planification à long terme qui fait partie intégrante du développement durable.

« Je n'aime pas l'avouer, mais il faut reconnaître que les crises contribuent à faire bouger les choses. La difficulté à mon sens est de trouver la façon de s'attaquer aux problèmes avant que

n'éclatent des crises. Beaucoup de gens font leur réputation en dénouant les crises—les « pompiers ». D'une certaine façon, il est préférable pour eux d'avoir des feux à combattre. Puis survient le développement durable, une approche essentiellement à long terme qui vise à prévenir les feux. Il est beaucoup plus difficile de s'enthousiasmer à propos de l'avenir quand on est entouré par trois feux. » Nous savons que les solutions à l'étape des crises sont coûteuses, dérangeantes et souvent découplées de véritables solutions de développement.

« Je viens de devenir grand-père et cela change totalement la vision qu'on a du monde, ajoute-t-il. J'ai eu le bonheur d'être témoin de la naissance d'un être qui peut s'attendre à vivre au-delà de 2080. Franchement, je ne peux m'imaginer ce que sera alors le monde si nous ne connaissons pas plus de succès dans la mise en oeuvre de solutions de développement durable. »

Art Hanson reste néanmoins un optimiste. Il croit que nous devons viser à obtenir les meilleurs résultats pour les gens. Il y a des signes indéniables, selon lui, que le secteur des affaires, par exemple, est en train de réagir aux défis du développement durable et que les marchés commencent à envoyer des signaux qui favorisent les pratiques durables. Il constate aussi de grands progrès au niveau local—dans les villes, les collectivités et les villages. Certains se renseignent au sujet de leur milieu et agissent. D'autres s'emploient à établir des liens entre le savoir local, traditionnel et la science moderne et d'autres enfin mettent de l'avant des idées innovatrices au sein des institutions et sur le terrain.

« Partout dans le monde, affirme-t-il, il y a aujourd'hui beaucoup plus de gens qui joignent le geste à la parole en matière de développement durable que ce n'était le cas quand nous avons commencé notre travail à l'IIDD. Et c'est qui me donne espoir. »

Art Hanson, qui a quitté l'automne dernier son poste de scientifique principal à l'Institut, est aujourd'hui un expert-conseil indépendant. Il est à la recherche d'innovateurs avec lesquels il peut partager son expertise. « J'utilise les idées et l'expérience acquises durant mes années à l'IIDD et, partout où je vais, je constate que l'Institut inspire le respect dans de nombreux cercles. Je suis à la fois très fier et très heureux qu'il en soit ainsi. »

Il reste un membre distingué de l'IIDD et il collabore avec l'Institut à diverses activités, comme la Fondation canadienne pour l'innovation.

### ARTHUR J. HANSON EN BREF

- Président-directeur général de l'IIDD de la fin de 1991 à 1998 et membre du conseil d'administration de 1990 à 1998.
- Fait officier de l'Ordre du Canada en mai 2003.
- Nommé ambassadeur des Océans par le ministre des Pêches et des Océans en juin 2000.
- Membre de la Fondation canadienne pour l'innovation et, auparavant, de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie et du Comité consultatif canadien de la biotechnologie.
- Membre du conseil et expert principal du Conseil chinois pour la coopération internationale en matière d'environnement et de développement.
- Professeur d'études environnementales à l'Université Dalhousie (Halifax) de 1978 à 1991 et directeur de la School for Resource and Environmental Studies pendant près de dix ans.
- Il a travaillé durant cinq ans à la Ford Foundation en Indonésie.
- Il a reçu un doctorat de l'Université du Michigan en écologie des pêches et gestion des ressources naturelles, ainsi qu'un BSc. et un MSc. en zoologie de l'Université de la Colombie-Britannique.
- Art et Ellen habitent toujours à Winnipeg.

- 1 FAITS SAILLANTS
- 2 MESSAGES DU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
- 4 PERSPECTIVES SUR LES PARTENARIATS
- 6 L'ART DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
- 8 MESURER NOTRE PROPRE RENDEMENT
- 10 MISSION POSSIBLE
- 11 L'ÉQUIPE DE L'IIDD
- 12 LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'ÉNERGIE
- 14 LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES
- 16 LES MESURES ET INDICATEURS
- 18 LA COMMUNICATION DES CONNAISSANCES
- 19 LES SERVICES D'INFORMATION
- 20 LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES
- 22 LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT
- 25 RAPPORT DES VÉRIFICATEURS
- 26 BILAN CONSOLIDÉ
- 27 ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
- 28 ACCORDS DE FINANCEMENT
- 29 ANNEXE DU FONCTIONNEMENT PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ
- 30 SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES

## EN RÉUNISSANT ET EN DIFFUSANT LES LEÇONS APPRISSES PAR LE PERSONNEL DE PROJET DANS L'EXÉCUTION DE SON TRAVAIL, L'IIDD FAVORISE LE PARTAGE DU SAVOIR, LE DÉVELOPPEMENT DE L'INSTITUTION ET LA RECHERCHE DE L'INNOVATION.

La mission de l'Institut—assurer un avenir durable aux sociétés en favorisant l'innovation—exige qu'il continue d'apprendre et de s'adapter. Les innovations d'aujourd'hui deviendront les façons de faire de demain. La communauté de l'IIDD doit donc s'arrêter aux enseignements que l'Institut peut tirer des projets réalisés, et ce, pour deux raisons :

- 1) évaluer dans quelle mesure son action débouche sur l'innovation au service du développement durable;
- 2) identifier les problèmes communs aux projets pour donner à terme plus d'efficacité à cette action.

Durant l'année écoulée, nous avons introduit un processus qui nous permet d'atteindre systématiquement ces deux objectifs.

Janice Gair, Bill Glanville, Marlene Roy et Darren Swanson

# LA NOUVELLE BASE DE DONNÉES DE L'INSTITUT SUR « LES LEÇONS APPRISSES » L'AIDE À ACCOMPLIR SA MISSION

En 2003, l'IIDD a lancé l'« Innovatory », un cycle de gestion stratégique visant à assurer la convergence des activités courantes de l'Institut et de sa mission. L'Innovatory, sur l'Intranet de l'Institut, encadre un ensemble d'outils de gestion de projets grâce auxquels l'IIDD peut incuber des idées, élaborer des concepts, préparer des propositions, gérer des projets, et apprendre et s'adapter en tant qu'organisation. Durant la dernière année, l'Institut s'est appliqué à renforcer les filières « apprentissage » et « adaptation » du cycle. C'est dans ce contexte qu'est née la base de données « *Mission Possible* » sur les leçons tirées des projets.

Chaque année, nous interviewerons entre cinq et dix équipes de projet afin de cerner des tendances (six entrevues ont été faites en 2003-2004). On recourt à des questions de gestion axées sur les résultats qui ciblent les activités, les extrants, les résultats et les impacts ainsi que sur la conformité avec la mission et la vision de l'Institut, puis on consigne dans un rapport de synthèse et dans une base de données consultable les réponses qui deviendront un historique permanent du projet.

Il ressort notamment de tous les premiers projets étudiés que des facteurs extérieurs—des surprises—échappant au contrôle des équipes influençaient dans une plus ou moins large mesure l'exécution et l'issue des projets. Cette leçon a tout particulièrement trouvé écho auprès de plusieurs gestionnaires de projet, qui ont voulu savoir comment réagir aux surprises, à l'incertitude et aux changements qui peuvent se produire durant l'exécution d'un projet.

Pour aider l'IIDD à faire les ajustements indispensables que dicte de telles leçons clés, trois mécanismes institutionnels ont été envisagés. Premièrement, une série de lunchs informels seront organisés, durant lesquels on se penchera sur les façons de relever les défis clés recensés

dans la base de données *Mission Possible*. La première rencontre, en préparation, réunira des gestionnaires de projet, qui auront des séances de remue-méninges afin de trouver des façons pratiques d'adapter les procédés actuels d'élaboration et de gestion des projets pour qu'ils s'accommodent mieux des surprises et de l'incertitude.

Le deuxième mécanisme consiste à mettre en vitrine certaines équipes de projet et leurs travaux durant les réunions du personnel, afin d'en discuter les aspects novateurs. Deux réunions du genre ont eu lieu durant l'année écoulée : une sur le projet Canada-Inde d'efficacité énergétique du TERI financé par l'Agence canadienne de développement international et récemment complété; et une autre sur les aspects novateurs de notre collaboration avec le Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement. On peut espérer que, grâce à de telles discussions, l'Institut dans son ensemble saisira de mieux en mieux ce qu'implique la promotion de l'innovation au service du développement durable.

Le troisième mécanisme consiste à boucler la boucle des leçons apprises en matière de recherche en fournissant de la rétroaction au Comité d'examen et de planification de l'IIDD, composé de membres clés du personnel de recherche. De plus, les rapports de synthèse détaillés de *Mission Possible* et le contenu des séances d'information sur les leçons apprises sont mis à la disposition des gestionnaires de projets dans l'Innovatory.

La base de données *Mission Possible* et les initiatives connexes d'apprentissage et d'adaptation mettent les employés en contact plus étroit avec leur travail et aident à tirer parti des réussites tout en évitant de répéter les erreurs. Toutes ces mesures aideront l'IIDD à donner plus d'impact à son action.

## POSER LES BONNES QUESTIONS

La base de données *Mission Possible*, dans laquelle sont consignées les leçons apprises des projets, repose sur les entrevues menées auprès des équipes de projets. En 2003-2004, les questions suivantes ont permis de connaître les détails des projets, d'obtenir le point de vue des membres des équipes et de recueillir des idées quant aux façons de relever les défis associés à la gestion et à l'exécution des projets.

- **Décrivez brièvement votre projet et ses objectifs.**
- **Quelles étaient les principales activités de votre projet?**
- **Quelles activités ont été réussies et lesquelles devaient être améliorées?**
- **Comment votre projet a-t-il aidé l'IIDD à réaliser sa vision et sa mission?**
- **Quelles connaissances nouvelles votre recherche a-t-elle apportées à l'Institut?**
- **Sur quelles décisions et/ou politiques votre projet a-t-il eu une influence et/ou un effet?**
- **Quelles ont été les réussites et les points à améliorer lorsqu'il s'est agi d'influencer les décisions et/ou les politiques?**
- **Comment votre projet a-t-il innové?**
- **Quelles ont été les étapes critiques, selon vous, et qu'est-il arrivé?**
- **Le projet a-t-il soulevé des problèmes imprévus?**
- **Quelles ont été les réussites et les choses à améliorer au niveau du financement et de la gestion du projet?**

L'« INNOVATORY », UN OUTIL DE GESTION INTERNE QUI ENCADRE LES PROJETS ET TOUS LES STADES DU DÉVELOPPEMENT, TRADUIT L'IMPORTANCE QUE L'IIDD ATTACHE À L'APPRENTISSAGE ORGANISATIONNEL ET À LA RÉALISATION DE SA VISION ET DE SA MISSION. LA BASE DE DONNÉES MISSION POSSIBLE SE RETROUVE DANS « ORGANIZATIONAL LEARNING » SOUS « LEARNING AND ADAPTATION ».



## L'ÉQUIPE DE L'IIDD

Les membres de l'Institut international du développement durable représentent un vaste éventail d'antécédents, de talents et d'intérêts. Les personnes suivantes ont travaillé pour l'IIDD au cours de l'année financière 2003-2004.

Mylene Arabit  
Rod Araneda  
Sonia Azzag-Muller  
Stephan Barg  
Trineesh Mohan Biswas  
Jodi Browne  
Carolee Buckler  
Heather Creech  
Dennis Cunningham  
John Drexhage  
Anantha Duraipappah  
Lael Dyck  
Janice Gair  
Bill Glanville  
Virginia Gonzales  
Langston James  
Goree VI "Kimo"  
Karen Goulding  
Darlene Gregoire  
Debbie Xiaolin Guo  
Mark Halle  
Anne Hammill  
Arthur Hanson  
Peter Hardi  
Jennifer Hirschfeld  
Robert Jones  
Fabienne Kalifat Turner  
Jason Macki  
Jason Manaire  
Kristen Manaire  
Clarita Martinet-Fay  
Stacy Matwick  
Catherine Muir  
Prisna Nuengsigkapien  
Jo-Ellen Parry  
Rachel Parry  
Anita Penner  
Jacqueline Pilon  
László Pintér  
Pumulo Roddy  
Marcela Rojo  
Marlene Roy  
David Runnalls  
Darlene Sanchez  
Jennifer Senenko  
Ian Seymour

Stuart Slayen  
Darren Swanson  
Jason Switzer  
Henry Venema  
Victor Wei  
Shannon Wentz  
Terri Willard  
Dawn Windsor  
Michelle Wowchuk  
Wanhua Yang

### ASSOCIÉS

Graham Ashford  
Warren Bell  
David Boyer  
Pamela Chasek  
Aaron Cosby  
Peter Dickey  
Tony Hodge  
Victoria Kellett  
Sean Maher  
Howard Mann  
Norman Myers  
Adil Najam  
Luke Peterson  
Tom Rotherham  
Marie-Claire Segger  
Ian Thomson  
John Van Ham  
Steve Winkelman  
Christopher Zegras

### MEMBRES HONORAIRES

#### SENIORS

Keith Bezanson  
Peter Hardi  
Robert Slater  
Ola Ullsten  
Konrad von Moltke

#### RÉDACTEURS ET PERSONNEL DU BULLETIN DES NÉGOCIATIONS DE LA TERRE

Changbo Bai  
Andrew Baldwin  
Paula Barrios  
Nienke Beintema  
Asmita Bhardwaj

Alice Bisiaux  
Emily Boyd  
Robynne Boyd  
Stanley Burgiel  
Pamela Chasek  
Deborah Davenport  
Francis Dejon  
Rado Dimitrov  
Peter Doran  
Noelle Eckley  
Angeles Estrada  
Socorro Estrada  
David Fernau  
Lauren Flejzor  
Bo-Alex Fredvik  
Mongi Gadhoum  
Catherine Ganzleben  
Langston James  
Goree VI "Kimo"  
Maria Gutierrez  
Juliet Jones  
Stefan Jungcurt  
Tamilla Held  
Kaori Kawarabayashi  
Pia Kohler  
Fiona Koza  
Dagmar Lohan  
Ivy Marvin  
Leila Mead  
Diego Noguera  
Prisna Nuengsigkapien  
Leslie Paas  
Marcela Rojo  
Yaël Ronen  
Charlotte Salpin  
Nicole Schabus  
Sabrina Shaw  
Lisa Schipper  
Mark Schulman  
Anju Sharma  
Richard Sherman  
Chris Spence  
Silke Speier  
Elsa Tsioumani  
Cecilia Vaverka  
Andrey Vavilov  
Lynn Wagner  
Hugh Wilkins

### STAGIAIRES

Nigel Allan  
Paula Anderson  
Bianca Bacinschi  
Helen Baulch  
Shannon Bradley  
Graeme Brown  
Ruairaidh Carthew  
Ada Chan  
Lina Cimarrusti  
Erin Creak  
Christopher Frankel  
Lisa Freeman  
Cara Goldberg  
Julie Greenspoon  
Scott Griffiths  
Roopin Hanspal  
Blane Harvey  
Evelyn Kislig  
Michelle Laurie  
Charlotte MacKay  
Tanya McGregor  
Kira Meadus  
William Mohns  
Taylor Owen  
Jill Peacock  
Aly Ramji  
Joanna Reid  
Nathan Rive  
Anushka Shibchurn  
Christian Stamm  
Kirk Tyler  
Herbert vanden Dool  
Matthew Walls  
David Weber

- 1 FAITS SAILLANTS
- 2 MESSAGES DU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
- 4 PERSPECTIVES SUR LES PARTENARIATS
- 6 L'ART DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
- 8 MESURER NOTRE PROPRE RENDEMENT
- 10 MISSION POSSIBLE
- 11 L'ÉQUIPE DE L'IIDD
- 12 **LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'ÉNERGIE**
- 14 LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES
- 16 LES MESURES ET INDICATEURS
- 18 LA COMMUNICATION DES CONNAISSANCES
- 19 LES SERVICES D'INFORMATION
- 20 LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES
- 22 LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT
- 25 RAPPORT DES VÉRIFICATEURS
- 26 BILAN CONSOLIDÉ
- 27 ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
- 28 ACCORDS DE FINANCEMENT
- 29 ANNEXE DU FONCTIONNEMENT PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ
- 30 SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES

**RÉALISATIONS ET FAITS SAILLANTS**

EN 2003-2004, l'IIDD a continué d'examiner les liens entre l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation des impacts et le développement durable. Ceux-ci sont le plus évidents dans le monde rural en développement, où la privation d'énergie est étroitement associée à la dépendance de subsistance sur la bioénergie, au déboisement et à une grande vulnérabilité écosystémique à des stress climatiques comme les inondations et les sécheresses. La relation entre l'atténuation des impacts et l'adaptation aux changements climatiques est un élément implicite de l'initiative eau, énergie, santé, agriculture et biodiversité (WEHAB) du Sommet mondial sur le développement durable, mais son potentiel réel reste à établir. Outre qu'elles sont pratiques et possibles, les synergies atténuation-adaptation sont une façon différente d'apporter au problème des changements climatiques des solutions complémentaires, et non conflictuelles, qui viennent combler le fossé entre le Nord et le Sud en ce qui a trait aux politiques sur le climat. L'IIDD compte élargir son action dans ce domaine en explorant différentes synergies, depuis les approches décentralisées faisant appel à l'énergie renouvelable et aux écosystèmes jusqu'à la séquestration du carbone, dans les pays en développement, les économies en transition et les pays de l'OCDE.

Le projet d'efficacité énergétique TERI-Canada est parmi les projets de grande envergure auxquels l'IIDD a participé le plus longtemps. De 1997 à 2003, ses responsables ont étudié les politiques relatives aux changements climatiques à trois niveaux. Il y a d'abord eu le programme PEERS, où environ 70 dirigeants du milieu des affaires, du gouvernement et d'autres secteurs ont été formés aux enjeux du développement durable. Puis, en collaboration avec le Pembina Institute for Appropriate Development basé en Alberta, des recherches ont été effectuées sur le Mécanisme de développement propre, dans le cadre desquelles ont été examinés les possibilités de projets et les cadres de politique pertinents en Inde, au Bangladesh, en Chine, en Indonésie et au Canada. Enfin, on s'est penché sur les types d'instruments financiers ou économiques dont pourraient se servir les gouvernements de l'Inde et du Canada pour mettre en œuvre des politiques d'efficacité énergétique, et sur l'élaboration de certains outils d'analyse qui leur permettraient de mieux comprendre les implications. Site web du projet : <http://teriin.org/ee/projects.htm>.



Directeur > John Drexhage

# LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'ÉNERGIE

L'ANNÉE 2003-2004 a marqué la fin du projet **Changements climatiques et changements économiques en Inde : les impacts sur l'agriculture**, lancé en mars 2001 avec le financement de l'Agence canadienne de développement international et du gouvernement de la Norvège. L'IIDD a conclu à cette fin un partenariat avec The Energy and Resources Institute (TERI) de Delhi et le Centre for International Climate and Environmental Research (CICERO) d'Oslo. On a utilisé un cadre basé sur le concept de la « double exposition », correspondant au double impact que connaîtront certaines régions ou certains groupes sociaux comme suite aux changements climatiques et aux changements amenés par la mondialisation de l'économie. Les partenaires ont identifié les régions et groupes vulnérables et ont évalué la nature de cette vulnérabilité. Une macroanalyse a permis de dresser un profil pour l'Inde, soulignant la dynamique de la vulnérabilité au changement climatique dans le contexte de changements économiques. L'accent mis sur ce facteur a aidé à cibler des politiques destinées à réduire la pauvreté dans les communautés agricoles de l'Inde. Site web du projet : <http://teriin.org/coping/index.htm>

DURANT la dernière année, l'IIDD a continué d'examiner le rôle des activités menées aux chapitres des **moyens de subsistance durables (MSD) et de la gestion et de la restauration des écosystèmes (GRE)** dans l'adaptation aux changements climatiques. La première phase du projet concernant les moyens de subsistance et les changements climatiques mené en collaboration avec l'Union mondiale pour la nature (UICN), le Stockholm Environment Institute – Boston (SEI-B) et Intercooperation a pris fin en décembre 2003. Outre qu'elle a servi à établir d'importants liens au niveau des institutions et des disciplines, cette phase a produit une gamme d'études de cas et des évaluations permettant d'identifier et d'examiner différents types d'interventions MSD et GRE qui rendent les communautés davantage capables de résister aux impacts climatiques. La deuxième phase, qui a débuté en janvier 2004, implique le développement, la mise à l'essai et l'utilisation d'une trousse d'adaptation qui aide les gestionnaires de projets à déterminer l'impact réel ou potentiel de ceux-ci sur la capacité d'adaptation.

Santiago, Chili : Le projet vise à renforcer la capacité du secteur des transports chilien d'utiliser le Mécanisme de développement propre pour atteindre les objectifs de développement durable. Photo de Erin Silsbe, Center for Clean Air Policy (CCAP)

**« ...LES SYNERGIES ATTÉNUATION-ADAPTATION SONT UNE FAÇON DIFFÉRENTE D'APPORTER AU PROBLÈME DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES DES SOLUTIONS COMPLÉMENTAIRES... »**





## « AU COURS DE L'ANNÉE, LES MEMBRES DU PERSONNEL ET LES ASSOCIÉS DE L'IIDD ONT PARTICIPÉ ACTIVEMENT À L'ÉLABORATION ET À LA CONCEPTION DU SYSTÈME NATIONAL D'ÉCHANGE DE DROITS D'ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE (GES) AU CANADA. »

**COMME** dans bon nombre d'autres centres urbains, le secteur des transports se développe à Santiago, au Chili, ce qui a pour effet d'augmenter les émissions de carbone. La planification du développement durable à l'avenir supposera obligatoirement de freiner le taux de croissance. Le Mécanisme de développement propre (MDP) offre la possibilité d'accroître le financement des projets de transport, d'améliorer la capacité locale de planification et d'évaluation des projets et de multiplier les occasions de transfert de technologies. En partenariat avec le Center for Clean Air Policy et avec des consultants en changement climatique et développement, l'IIDD continue de gérer ce projet qui vise à **renforcer la capacité du secteur des transports du Chili d'utiliser le MDP pour atteindre les objectifs de développement durable**. Le projet a produit trois études de cas locales pour explorer la synergie entre le MDP et le secteur des transports, lesdites études étant utilisées dans le cadre d'une approche pratique du renforcement des capacités. L'équipe du projet et les intervenants locaux se préparent à accueillir en août 2004 l'atelier final et un séminaire international où les participants des milieux des transports, du changement climatique et du MDP seront invités à partager les leçons tirées du projet et à explorer des solutions créatrices aux défis posés par l'augmentation des émissions véhiculaires. Site web du projet : <http://www.iisd.org/climate/south/ctp.asp>

**QUELLE** que soit l'issue de la ratification du protocole de Kyoto, on s'accorde très largement pour dire que Kyoto n'est, pour la communauté internationale, que la première étape du processus devant inverser les tendances relatives aux émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine. **En partenariat avec des institutions de la Chine, de l'Allemagne, de la Norvège, du Japon et des États-Unis, l'IIDD examine plusieurs scénarios pour les régimes climatiques de l'avenir :** approfondissement des engagements de Kyoto; scénarios privilégiant le développement; échanges de droits d'émission à l'échelle internationale; et régimes régionaux. De plus, l'IIDD examine divers scénarios de cadre de politiques concernant les changements climatiques pour le Canada.

**L'IIDD** continue de **fournir une vaste gamme de services liés aux changements climatiques** à ses clients du milieu des affaires et du gouvernement au Canada et à l'étranger. Il fournit aux décideurs à Ottawa et à des intervenants partout au Canada des briefings et des conseils stratégiques sur les plus récents développements nationaux et internationaux dans le domaine. Des gouvernements provinciaux et une liste de plus en plus longue de compagnies comptent parmi ses clients.

**DURANT** l'année écoulée, l'IIDD a fait fonction de **secrétariat du Groupe de travail sur l'échange de droits d'émission et l'économie du Manitoba**. Ce groupe de composition variée, présidé par Lloyd Axworthy, a exploré les possibilités économiques et environnementales qui pourraient découler, pour le Manitoba, du système national d'échange de droits d'émission proposé par le gouvernement du Canada. L'IIDD a effectué la recherche pour le compte du groupe de travail, il a préparé les ébauches du rapport et il a géré la logistique. C'est le premier rapport d'envergure qui décrit comment le système national envisagé touchera une province spécifique. On peut le consulter au <http://www.iisd.org/publications/publication.asp?pno=605>

**AU** cours de l'année, les membres du personnel et les associés de l'IIDD ont participé activement à **l'élaboration et à la conception du système national d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre (GES) au Canada**. Parmi les projets figuraient les suivants :

- une analyse des coûts de transaction et d'administration du système national envisagé au Canada ainsi que des options pour réduire ces coûts au minimum, menée pour le compte du gouvernement fédéral (avec Marbek Resource Consultants et Pricewaterhouse Coopers);
- l'organisation et la facilitation d'un atelier à intervenants multiples sur les éléments clés de la conception du système de grands émetteurs finaux;
- la facilitation d'un groupe consultatif technique d'intervenants qui a formulé des recommandations à un comité fédéral/provincial/territorial sur un système de déclaration des GES pour le Canada;
- la facilitation et le soutien logistique d'un atelier sur les données de référence et les méthodes de suivi des projets du Mécanisme de développement propre/Application conjointe, mené pour le compte du gouvernement fédéral.

- 1 FAITS SAILLANTS
- 2 MESSAGES DU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
- 4 PERSPECTIVES SUR LES PARTENARIATS
- 6 L'ART DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
- 8 MESURER NOTRE PROPRE RENDEMENT
- 10 MISSION POSSIBLE
- 11 L'ÉQUIPE DE L'IIDD
- 12 LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'ÉNERGIE
- 14 LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES**
- 16 LES MESURES ET INDICATEURS
- 18 LA COMMUNICATION DES CONNAISSANCES
- 19 LES SERVICES D'INFORMATION
- 20 LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES
- 22 LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT
- 25 RAPPORT DES VÉRIFICATEURS
- 26 BILAN CONSOLIDÉ
- 27 ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
- 28 ACCORDS DE FINANCEMENT
- 29 ANNEXE DU FONCTIONNEMENT PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ
- 30 SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES

« S'IL A CÉPENDANT MENÉ PEU DE PROJETS DANS CE DOMAINE EN RAISON DES CHANGEMENTS DE PERSONNEL, IL RELANCE MAINTENANT SON ACTION... »

DEPUIS sa création, l'IIDD est intervenu dans le domaine de la gestion des ressources d'une importance particulière pour le Canada, et pour la région des Prairies où l'Institut a son siège. S'il a cependant mené peu de projets dans ce domaine en raison des changements de personnel, **il relance maintenant son action dans le cadre du programme de Gestion durable des ressources naturelles**. L'accent est de nouveau mis, dans un premier temps, sur l'eau, l'agriculture et le développement durable au niveau local. Dans les Prairies, comme ailleurs dans le monde, la demande d'eau est en hausse. Parallèlement, les changements climatiques et la pollution accrue provenant de sources industrielles, municipales et agricoles exercent des pressions sur le volume, la qualité et la fiabilité de cette ressource.

Cette situation soulève des problèmes économiques, environnementaux et sociaux qui nécessitent des politiques et des mesures appropriées. Le programme examinera les enjeux du point de vue du développement durable, pour que puissent être recommandées des approches intégrées et globales qui s'appliqueront aussi à d'autres aspects connexes du développement durable, dont la nécessité de veiller à ce que suffisamment d'eau soit laissée dans l'écosystème pour assurer une gamme complète de services écologiques. Cette action locale et régionale n'en est qu'à ses débuts mais, au niveau des projets internationaux établis de gestion des ressources naturelles, l'année a été occupée et productive.

**ON** ne peut soulager la pauvreté et faire progresser les sociétés sur la voie du développement durable que dans un climat de paix. Et si la rareté des ressources, la mauvaise gestion et la lutte pour des ressources précieuses débouchent sur les conflits et la vulnérabilité, l'investissement dans la conservation devient alors une façon rentable de préserver la paix. Lancée en 2000 en collaboration avec l'Union mondiale pour la nature (UICN), l'**Initiative de l'IIDD sur l'environnement et la sécurité** vise à trouver des outils pratiques et des approches qui avanceront la consolidation de la paix et la sécurité humaine grâce à une meilleure gestion des ressources naturelles.

#### PARMI LES FAITS SAILLANTS EN 2003-2004 :

- Au Congrès mondial sur les parcs, à Durban en Afrique du Sud, l'IIDD a animé un atelier sur **la gestion des aires protégées durant les conflits**, durant lequel des professionnels de la conservation, de l'Angola au Népal, ont dégagé un consensus sur de bonnes pratiques et identifié les lacunes au niveau des connaissances (voir <http://www.iisd.org/natres/security/cac.asp>).
- L'IIDD a fait deux présentations au **Comité d'aide au développement de l'OCDE** sur les aspects où il fallait davantage intégrer les considérations environnementales dans la prévention des conflits et la coopération au développement, et particulièrement sur la nécessité de lignes directrices opérationnelles et d'outils de conception des projets (voir <http://www.iisd.org/natres/security/esdc.asp>).
- En collaboration avec le bureau de l'UICN en Asie, l'IIDD a lancé un nouveau programme de recherche sur le droit d'accès aux ressources naturelles et les conflits en Asie du Sud. À Katmandou en juillet, des experts internationaux ont participé avec des équipes nationales de la région à un atelier où ils ont cherché à définir une approche analytique. Des études de cas sont en préparation, et les résultats aideront à trouver une solution à un problème fondamental de développement—les droits de propriété incomplets ou divergents—dans le cadre de la relation entre l'environnement et la sécurité (voir <http://www.iucn.org/places/asia/livelihood>).
- En collaboration avec les Initiatives financières du PNUE, l'IIDD a tenu une consultation sur **le secteur financier et les conflits** au siège du Groupe HSBC à Londres à laquelle ont pris part des professionnels réputés du milieu des banques et des assurances ainsi que des universitaires intéressés. Un rapport final sera publié à la fin de l'été 2004 (voir <http://www.unepfi.net/conflict>).



Directeur suppléant > Stephan Barg

# LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES



Les inondations dans le delta du Mekong, au Viêt-Nam, en novembre 2000. Notre groupe de travail est une autorité mondiale lorsqu'il s'agit d'appliquer les stratégies de gestion des ressources naturelles pour s'adapter aux changements climatiques et réduire la vulnérabilité à ceux-ci.

Photo : Viet Tanh/Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

• Avec le soutien du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada, l'IIDD a continué de participer à l'élaboration de **lignes directrices pour une évaluation des incidences environnementales et sociales sensible aux conflits** avec des experts en conflits, des représentants d'International Alert et des spécialistes réputés du secteur privé. Le Forum économique mondial, l'International Business Leaders Forum basé au Royaume-Uni et le Royal Institute for International Affairs ont fait état de ces lignes directrices dans les conseils qu'ils ont donnés aux compagnies prenant part à la reconstruction de l'Irak (voir <http://www.iisd.org/natres/security/cria.asp>).

• La **British Broadcasting Corporation (BBC)** a fait mention de l'IIDD dans un documentaire **d'une heure** diffusé partout dans le monde. On y décrit la gamme complexe des liens entre l'environnement et la sécurité dans les pays en transition d'Asie centrale et de l'Europe du Sud-Est, ainsi que notre participation aux évaluations de la relation entre ces deux facteurs dans le cadre d'une initiative multi-agences dirigée par l'OSCE, le PNUE et le PNUD, la première collaboration du genre (voir <http://www.iisd.org/natres/security/envsec/>).



**« ...SI LA RARETÉ DES RESSOURCES, LA MAUVAISE GESTION ET LA LUTTE POUR DES RESSOURCES PRÉCIEUSES DÉBOUCHENT SUR LES CONFLITS ET LA VULNÉRABILITÉ, L'INVESTISSEMENT DANS LA CONSERVATION DEVIENT ALORS UNE FAÇON RENTABLE DE PRÉSERVER LA PAIX. »**

**QUATRE** années de travail ont permis à l'IIDD de devenir un acteur innovateur et respecté dans le dossier de la paix et de la sécurité humaine. Notre groupe de travail sur les changements climatiques est l'autorité mondiale lorsqu'il s'agit d'appliquer les stratégies de gestion des ressources naturelles pour s'adapter aux changements climatiques et réduire la vulnérabilité à ceux-ci. Et, ayant été parmi les premiers à se pencher sur le rôle du secteur privé dans la prévention des conflits et la reconstruction post-conflit, nous demeurons à l'avant-garde des initiatives destinées à intégrer les conflits et la responsabilité des entreprises.

**DURANT** l'année écoulée, dans le secteur minier, l'IIDD s'est employé à mettre à l'essai le cadre d'évaluation des sept questions sur la durabilité (7QS). Cette approche a suscité beaucoup d'intérêt en Amérique du Nord et en Amérique du Sud et ses applications s'étendent maintenant aux forêts, aux pêches et à la gestion des déchets nucléaires. Le rapport original, *Seven Questions to Sustainability* (voir <http://www.iisd.org/natres/mining/7qs.asp>), a été traduit en espagnol avec le soutien de la Compañía Minera Antamina du Pérou. La version anglaise a été réimprimée grâce à l'appui du Grosso Group (IMA Exploration Inc. et Amera Resources Corp.). Le premier test concernait la Tan Range Exploration Company, une société d'exploration de gisements aurifères de Vancouver menant des opérations en Tanzanie. L'approche a alors servi à raffiner la stratégie globale de développement durable de l'entreprise et elle a aidé à gérer un système de mesure du rendement et d'évaluation des progrès. Le deuxième test a été mené avec les Premières nations Tahltan, dont le territoire traditionnel s'étend sur quelque 100 000 km<sup>2</sup> dans le nord-ouest de la Colombie-Britannique. En avril 2003, utilisant le cadre 7QS, les Tahltan ont voulu faire le point sur leur relation avec l'industrie minière et élaborer une stratégie qui vienne guider cette relation à l'avenir. Le rapport publié ultérieurement, *Out of Respect*, a reçu beaucoup d'attention (voir <http://www.iisd.org/natres/mining/tahltan.asp>). Outre qu'il offre une façon pratique d'appliquer les concepts de viabilité, le cadre 7QS a aidé à opérer un changement significatif, faisant porter l'accent non plus sur l'identification et l'atténuation des *impacts* mais sur l'identification et l'encouragement des *contributions*. Il est de la sorte possible d'évaluer de façon plus juste les implications, d'appuyer plus énergiquement la prise de décisions et de renforcer le sentiment d'équité parmi les parties en cause.

- 1 FAITS SAILLANTS
- 2 MESSAGES DU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
- 4 PERSPECTIVES SUR LES PARTENARIATS
- 6 L'ART DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
- 8 MESURER NOTRE PROPRE RENDEMENT
- 10 MISSION POSSIBLE
- 11 L'ÉQUIPE DE L'IIDD
- 12 LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'ÉNERGIE
- 14 LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES
- 16 LES MESURES ET INDICATEURS**
- 18 LA COMMUNICATION DES CONNAISSANCES
- 19 LES SERVICES D'INFORMATION
- 20 LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES
- 22 LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT
- 25 RAPPORT DES VÉRIFICATEURS
- 26 BILAN CONSOLIDÉ
- 27 ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
- 28 ACCORDS DE FINANCEMENT
- 29 ANNEXE DU FONCTIONNEMENT PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ
- 30 SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES

« **DES EXPERTS DE L'IIDD CONTRIBUERONT À RENFORCER LES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE D'AAC ET SA CAPACITÉ DE S'ATTAQUER AUX QUESTIONS DE DURABILITÉ EN AGRICULTURE ET DANS L'AGROALIMENTAIRE...** »

**RÉALISATIONS ET FAITS SAILLANTS**

EN février 2004, l'IIDD a signé avec Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) un accord de cinq ans aux termes duquel l'équipe des Mesures et indicateurs collaborera avec des intervenants d'autres programmes à une série de projets qui appuient des initiatives d'AAC associées au Cadre stratégique pour l'agriculture (CSA) du ministère de l'Agriculture. L'Institut se concentrera sur la comptabilisation du coût complet d'une façon complémentaire aux indicateurs agroenvironnementaux développés dans le Programme national d'analyse et de rapport concernant la santé agroenvironnementale (PNARSA) d'AAC; de plus, il effectuera des recherches sur la dimension sociale de l'agriculture qui viendront compléter des travaux antérieurs et il participera à des initiatives internationales relatives au développement durable dans le secteur agroalimentaire. Des experts de l'IIDD contribueront à renforcer les stratégies de développement durable d'AAC et sa capacité de s'attaquer aux questions de durabilité en agriculture et dans l'agroalimentaire dans le contexte du CSA. Nous sommes particulièrement enthousiasmés à l'idée de faire avancer le développement durable dans le secteur agricole grâce à un maillage plus serré des indicateurs et des mesures du rendement avec le processus d'élaboration des politiques.

L'IIDD a uni ses efforts à ceux de Centraide de Winnipeg l'an dernier dans le cadre d'une initiative ambitieuse destinée à établir un système d'indicateurs communautaires pour la ville où l'IIDD a son siège. Centraide, l'IIDD et nombre d'autres intervenants jetteront les fondations durables d'un système d'indicateurs auquel les Winnipegois peuvent s'identifier et avec lequel ils peuvent travailler. Le cheminement que nous avons fait au cours de l'année nous a conduits à nous entendre sur les valeurs, le but et les objectifs sous-jacents—ce qui n'est pas négligeable compte tenu de la diversité des intérêts en cause. Nous avons engagé avec les Winnipegois un dialogue sur une vision à long terme pour la communauté et les mesures permettant d'en suivre la concrétisation. Ce projet représente une occasion extraordinaire de mettre à profit chez soi l'expérience mondiale que nous avons acquise dans l'utilisation des indicateurs et de l'évaluation.

LE Sommet mondial sur le développement durable de 2002 a appelé tous les pays à « progresser dans la formulation et l'élaboration de stratégies nationales de développement durable et [à] commencer à les mettre en oeuvre d'ici à 2005 ». Afin d'aider les gouvernements à respecter cette échéance, l'IIDD a collaboré à un projet de recherche international avec Stratos Inc. et le Centre de recherche sur les politiques environnementales de l'Université libre de Berlin. Dans le cadre de ce projet, 19 pays ont été étudiés afin de comprendre et de documenter les principaux défis, instruments et innovations associés à l'élaboration, à la planification, à la mise en oeuvre et au suivi des stratégies nationales du développement durable.



Directeur > László Pintér

# LES MESURES ET INDICATEURS

**C**e travail a été une collaboration entre les partenaires de recherche et les organismes de financement : le Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (du ministère fédéral de la Coopération et du Développement économiques de l'Allemagne), l'Agence canadienne de développement international, le ministère des Affaires étrangères du Canada et Environnement Canada. L'Union mondiale pour la nature (UICN) et la Division du développement durable des Nations Unies sont parmi les conseillers du projet. Celui-ci sera achevé en juillet 2004 et les résultats en seront alors publiés. On peut consulter le site du projet au <http://www.iisd.org/measure/capacity/sdsip.asp>

**L'IIDD** a poursuivi sa collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à titre de centre coopérateur dans le projet sur l'avenir de l'environnement mondial (GEO), l'accent étant mis sur la formation et le renforcement des capacités. **Nous avons été invités par le PNUE à convoquer le groupe de travail du GEO sur le renforcement des capacités et à diriger un processus qui produira une nouvelle génération de modules et de matériaux de formation en méthodes intégrées d'évaluation et de production de rapports sur l'environnement.** L'Institut a poursuivi son action pratique de formation au niveau national en aidant le gouvernement de Sainte-Lucie à élaborer son programme et son rapport sur les perspectives environnementales. Ces perspectives sont particulièrement intéressantes en raison de leur lien direct avec l'initiative gouvernementale de planification intégrée du développement—un exemple manifeste où le processus de mesure et d'évaluation a un impact direct sur les politiques.

Le travail fait par l'IIDD à Winnipeg avec Centraide en ce qui a trait aux indicateurs vise à mettre l'expérience acquise sur la scène internationale au service du mieux-être de la ville où l'Institut a son siège.



## « **L'INSTITUT A POURSUIVI SON ACTION PRATIQUE DE FORMATION AU NIVEAU NATIONAL EN AIDANT LE GOUVERNEMENT DE SAINTE-LUCIE À ÉLABORER SON PROGRAMME ET SON RAPPORT SUR LES PERSPECTIVES ENVIRONNEMENTALES.** »

**L'IIDD** continue de collaborer avec Conservation Manitoba à la préparation du premier rapport manitobain sur le développement durable que la province doit publier en 2005. L'Institut a participé aux travaux d'analyse des tendances sociales, économiques et environnementales, qu'il a parfois dirigés, durant lesquels l'accent a été mis tout particulièrement sur l'analyse des questions et des incidences transversales relatives au développement durable. **L'équipe des Mesures et indicateurs a aussi élaboré deux instruments de mesure de haut niveau pour le Manitoba : un tableau de bord du développement durable et une empreinte écologique.** Le tableau de bord compare la situation globale du développement durable de 1980 à ce jour grâce à un sous-ensemble d'indicateurs clés compris dans la partie analytique du rapport. Notre calcul de l'empreinte écologique du Manitoba vise à indiquer la superficie—ou empreinte—dont aurait besoin le Manitoba pour maintenir de façon durable les styles de vie actuels de ses habitants; la contribution relative des diverses activités qui contribuent à cette empreinte; et comment cette empreinte se compare avec la biocapacité du Manitoba.

**L'AMERICAS** Capacity Assessment (ACA) Project cherche à renforcer les capacités de gestion environnementale et de développement durable de l'environnement (DDE) dans les Amériques. Le projet ACA est une initiative conjointe de l'IIDD, du Centre de droit international du développement durable (CDIDD) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) par l'entremise de son bureau régional pour l'Amérique latine et les Antilles. **La première composante du projet identifie les lacunes et les priorités hémisphériques en matière de renforcement des capacités DDE et des institutions, sensibilise davantage les décideurs des Amériques aux enjeux de DDE et encourage l'engagement de la société civile et des partenaires gouvernementaux en Amérique latine et dans les Antilles.** Après une série de réunions, les partenaires entreprennent maintenant une étude afin de déceler les lacunes des capacités de DDE infrarégionales actuelles et confirment leurs priorités quant à de futures initiatives hémisphériques axées sur la recherche et le développement des capacités.

- 1 FAITS SAILLANTS
- 2 MESSAGES DU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
- 4 PERSPECTIVES SUR LES PARTENARIATS
- 6 L'ART DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
- 8 MESURER NOTRE PROPRE RENDEMENT
- 10 MISSION POSSIBLE
- 11 L'ÉQUIPE DE L'IIDD
- 12 LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'ÉNERGIE
- 14 LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES
- 16 LES MESURES ET INDICATEURS
- 18 LA COMMUNICATION DES CONNAISSANCES
- 19 LES SERVICES D'INFORMATION
- 20 LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES
- 22 LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT
- 25 RAPPORT DES VÉRIFICATEURS
- 26 BILAN CONSOLIDÉ
- 27 ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
- 28 ACCORDS DE FINANCEMENT
- 29 ANNEXE DU FONCTIONNEMENT PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ
- 30 SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES

RÉALISATIONS ET FAITS SAILLANTS

LA prise en compte réfléchie des besoins des générations futures constitue l'une des composantes clés du développement durable. **Nous avons constaté que la meilleure façon d'amener les jeunes à s'engager est de leur donner l'occasion de travailler avec des leaders internationaux dans le domaine.** Par l'entremise du programme des Jeunes leaders canadiens pour un avenir durable, l'IIDD a placé 219 jeunes stagiaires—dont 34 en 2003–2004—dans des postes motivants associés au développement durable partout dans le monde. Nous restons en contact avec environ 80 % de nos anciens stagiaires, suivant leurs progrès alors qu'ils assument des responsabilités et une influence de plus en plus grandes au sein des gouvernements et des agences internationales et dans le monde des affaires. Certains nouent de nouvelles relations avec l'IIDD en tant qu'associés dans le cadre des projets de l'Institut. Voir <http://www.iisd.org/interns/>

**NOUS** avons commencé à étendre nos activités de formation afin d'englober de jeunes professionnels d'autres pays de l'Arctique, ainsi que de l'Afrique du Sud et du Brésil. La Société financière internationale (SFI), le Conseil de l'Arctique, Cyberjeunes Canada International et d'autres nous ont demandé conseil le moment venu d'élaborer des programmes de formation. **De concert avec la SFI, nous avons mis en place un nouveau mode de formation de jeunes professionnels dans les marchés émergents** qui fait appel à la fois au téléenseignement et à des bourses d'études à l'étranger. Durant l'année qui vient, nous espérons passer à l'étape d'un programme pilote, que nous mènerions avec la SFI et le Conseil de l'Arctique.

L'ÉQUIPE de la Communication des connaissances poursuit l'établissement de réseaux en tant que modèles efficaces d'élaboration et d'application de politiques de développement durable. La plupart des réseauteurs reconnaissent maintenant que la collaboration comporte effectivement des coûts, et qu'elle n'est pas nécessairement plus rentable ni plus rapide. Notre ouvrage, *Strategic Intentions*, demeure une des rares publications qui traitent de l'établissement et de la gestion efficaces de réseaux. **Cela dit, il faut en examiner plus à fond d'importants aspects opérationnels, comme la planification et le suivi, les stratégies de communication et d'influence, la gouvernance interne, ainsi que l'obligation de transparence et de reddition de comptes face à l'extérieur.** Nous travaillons à ces dossiers avec plusieurs des acteurs importants dans ce domaine : le Global Public Policy Institute, le Global Action Networks Net, l'UICN, le CRDI et l'Alliance mondiale pour le savoir (AMS). Voir <http://www.iisd.org/networks/>



Directrice > Heather Creech

# LA COMMUNICATION DES CONNAISSANCES

EN 2003-2004, l'IIDD a continué d'appuyer la participation des jeunes à la préparation de la Déclaration de principes et du Plan d'action du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI). Grâce aux partenariats conclus avec TakingITGlobal (TIG) et l'AMS, plus de 70 000 jeunes de partout dans le monde ont participé aux niveaux national, régional ou international à des délibérations et des activités relatives à la société de

l'information. **Ce qui a permis de faire inclure le paragraphe le plus marquant sur les jeunes jamais intégré dans une déclaration onusienne ne concernant pas les jeunes** (voir l'article 11 de la

Déclaration de principes du SMSI, <http://www.itu.int/wsis/index-fr.html>). Au sommet de Genève, en décembre 2003, le personnel de l'IIDD a présenté 12 projets pour les jeunes, le premier Prix jeunesse de l'AMS venant souligner une réalisation exceptionnelle dans l'utilisation des technologies d'information et de communication au service du développement durable. Et comme plus de 1 600 jeunes font maintenant partie de la coalition Youth Creating Digital Opportunities (YCDO), nous ne pouvons qu'entrevoir, à ce stade-ci, l'impact que pourrait avoir un développement alimenté par les TCI sous l'impulsion des jeunes.

**MISES** à part les activités de projet spécifiques susmentionnées, l'équipe de la Communication des connaissances travaille avec les responsables de tous les programmes de l'IIDD à accroître l'influence et l'efficacité de l'Institut, et à aider d'autres organisations à faire avancer le programme du développement durable. Pour ce faire, nous examinons et nous mettons à l'essai de nouvelles approches de communication et de partenariat et nous aidons le personnel de programme de l'Institut à influencer ceux qui sont en mesure d'opérer des changements en planifiant des stratégies de communication ciblées, en suivant l'évolution de nos relations clés avec les décideurs et les influenceurs, en diffusant les produits du savoir de l'Institut et en mettant les médias à contribution.

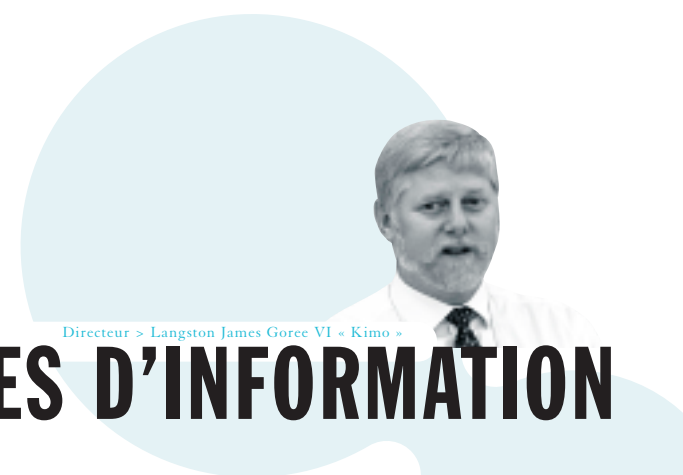
« PAR L'ENTREMISE DU PROGRAMME DES JEUNES LEADERS CANADIENS POUR UN AVENIR DURABLE, L'IIDD A PLACÉ 219 JEUNES STAGIAIRES—DONT 34 EN 2003–2004—DANS DES POSTES MOTIVANTS ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DURABLE PARTOUT DANS LE MONDE. »

Des stagiaires de l'IIDD prennent une pause durant leur formation à Winnipeg.



**DURANT** l'année écoulée, des équipes des Services d'information de l'IIDD ont été dépêchées à New York, à Panama, à Genève, à Bonn, à La Havane, au Caire, à Bangkok, à Yokohama, à Montréal, à Nairobi, à Milan, à Addis-Abeba et à Kuala Lumpur, d'où elles ont publié des numéros du *Bulletin des Négociations de la Terre (BNT)* sur le développement durable, les changements climatiques, la biodiversité, la gestion des produits chimiques, la protection de la couche d'ozone et la biosécurité. En outre, quatre rédacteurs du BNT ont complété leur dissertation doctorale : Dagmar Lohan (République tchèque), Emily Boyd (Suède), Catherine Ganzleben (Allemagne) et Karen Alvarenga (Brésil). L'équipe du *Bulletin* comprend plus de 40 consultants, rédacteurs, responsables de la préparation des textes, traducteurs, techniciens numériques et coordonnateurs de la logistique. On peut trouver des renseignements additionnels sur tous les membres de l'équipe, ainsi que de courtes notices biographiques, à l'adresse <http://www.iisd.ca/about/team/>

**FAISANT** fond sur sa couverture réussie des activités tenues en marge du Sommet mondial sur le développement durable et lors des réunions de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, l'équipe des Services d'information de l'IIDD a lancé un nouveau type de publication lors du Congrès forestier mondial, qui s'est tenu à Québec en septembre 2003. La nouvelle publication, un « bulletin quotidien de la conférence », le *Bulletin du XII<sup>e</sup> Congrès forestier mondial*, était diffusée chaque matin en anglais, en français et en espagnol (sur 4-6 pages de textes et de photos) et résumait les discussions de fond au Congrès et les activités tenues en marge de celui-ci. L'Association des producteurs forestiers du Canada en finançait la production. Le gouvernement de l'Allemagne a demandé aux Services d'information d'assurer des services similaires durant la Conférence internationale sur l'énergie renouvelable, en juin 2004.



Directeur > Langston James Gorec VI « Kimo »

# LES SERVICES D'INFORMATION

« DES ÉQUIPES DES SERVICES D'INFORMATION DE L'IIDD ONT ÉTÉ DÉPÊCHÉES À NEW YORK, À PANAMA, À GENÈVE, À BONN, À LA HAVANE, AU CAIRE, À BANGKOK, À YOKOHAMA, À MONTRÉAL, À NAIROBI, À MILAN, À ADDIS-ABEBA ET À KUALA LUMPUR... »



Membres de l'équipe du *Bulletin des Négociations de la Terre*, de gauche à droite : Andrey Vavilov, Ph. D.; Catherine Ganzleben, Ph. D.; Leila Mead; Prisna Nuengsigkapien; Richard Sherman.

**AVANT** reçu des fonds de l'Organisation internationale de la Francophonie et du ministère français des Affaires étrangères, les Services d'information de l'IIDD ont pu faire paraître chaque numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* en français l'an dernier, de même qu'en anglais. Grâce aux possibilités de communication qu'offre l'Internet, les documents sont envoyés à Mongi Gadhoun, traducteur à plein temps des Services d'information en Tunisie, qui retourne le matériel par courriel à chacune des réunions de l'ONU pour distribution aux participants francophones et aux personnes auxquelles le *Bulletin* est envoyé par courriel.



Un nouveau « bulletin quotidien de la conférence » a vu le jour durant le Congrès forestier mondial.

- 1 FAITS SAILLANTS
- 2 MESSAGES DU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
- 4 PERSPECTIVES SUR LES PARTENARIATS
- 6 L'ART DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
- 8 MESURER NOTRE PROPRE RENDEMENT
- 10 MISSION POSSIBLE
- 11 L'ÉQUIPE DE L'IIDD
- 12 LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'ÉNERGIE
- 14 LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES
- 16 LES MESURES ET INDICATEURS
- 18 LA COMMUNICATION DES CONNAISSANCES
- 19 LES SERVICES D'INFORMATION
- 20 LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES**
- 22 LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT
- 25 RAPPORT DES VÉRIFICATEURS
- 26 BILAN CONSOLIDÉ
- 27 ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
- 28 ACCORDS DE FINANCEMENT
- 29 ANNEXE DU FONCTIONNEMENT PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ
- 30 SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES

« À LA BASE SE TROUVENT LA PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE ET LA FACILITATION DE PLUSIEURS LIBERTÉS CLÉS VISANT À RÉDUIRE LA PAUVRETÉ PAR UNE GESTION DURABLE DES ÉCOSERVICES. »

## RÉALISATIONS ET FAITS SAILLANTS

L'ÉQUIPE des Politiques économiques de l'IIDD a continué de fournir expertise et conseils au Programme des Nations Unies pour l'environnement dans l'examen des liens entre la pauvreté et les écoservices. Sur une période de deux ans, l'Institut a élaboré un cadre conceptuel qui rassemble et intègre dans une structure unique les notions fondamentales inhérentes à l'approche écosystémique et à l'approche des capacités du lauréat du prix Nobel Amartya Sen. À la base se trouvent la participation démocratique et la facilitation de plusieurs libertés clés visant à réduire la pauvreté par une gestion durable des écoservices. **Publié sous le titre « Exploring the Links: Human Well-being, Poverty and Ecosystem Services »**, le cadre offre une méthodologie susceptible d'intéresser les praticiens du développement à la recherche de façons d'intégrer l'approche des capacités dans l'élaboration pratique des politiques; l'équipe jouera un rôle clé dans sa mise en application. De plus, un programme de travail quadriennal touchant sept pays a été élaboré, et il sera supervisé par un comité consultatif international d'intellectuels et de décideurs de premier plan. Le professeur Amartya Sen et le sous-ministre de l'Environnement du Kenya, Wangari Muta Maathai, sont parmi les candidats à la coprésidence du comité. Le programme est censé donner aux gouvernements la capacité d'élaborer des politiques intégrées qui fassent la promotion du développement des individus en renforçant leurs capacités par une gestion durable des écoservices. Le cadre de développement envisagé doit, quant à lui, contribuer à la réalisation de plusieurs des objectifs de développement du Millénaire sans présupposer des taux de croissance économique élevés; s'il met l'accent sur le rôle de la croissance économique, le cadre souligne par ailleurs le besoin de justice sociale, d'équité et de capacités fondamentales pour tous.



Directeur > Anantha Kumar Duraipappah

# LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

L'ÉQUIPE a produit deux publications en 2003–2004. La première, « Increasing Capabilities through an Ecosystem Approach for the Drylands », a été choisie par la Global Drylands Initiative du Programme des Nations Unies pour le développement comme document de réflexion pour le Forum mondial de la biodiversité à la sixième conférence des Parties (CdP-6) de la Convention sur la lutte contre la désertification. La deuxième, « Poverty Reduction and Ecosystem Services: Choices, Agency and Technology », a été préparée pour la quatrième conférence Trondheim sur la biodiversité. Elle a été diffusée comme document de la conférence et présentée à titre de contribution à la neuvième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques de la Convention sur la diversité biologique (CDB). Durant une activité en marge de la CdP-7 de la Convention, l'IIDD a également fait une présentation ayant pour titre « Poverty Reduction and Ecosystems: A Capability-Ecosystem Approach Valuing Biodiversity Using Portfolio Theory ».

L'IIDD et la Division de l'élaboration des politiques et du droit du PNUE ont signé un mémorandum d'accord donnant à l'Institut la possibilité de fournir des conseils en matière de politiques sur la gestion des écosystèmes et le développement humain. Dans le mémorandum, l'IIDD s'engage à produire deux exposés de position soulignant les nouvelles questions prioritaires pour le PNUE. **L'Institut doit également orienter le PNUE dans le dossier de plus en plus important de la synergie et de la cohérence entre les différents accords multilatéraux en matière d'environnement**, et en ce qui a trait aux objectifs de développement du Millénaire et au Plan d'action du Sommet mondial sur le développement durable. Il lui est aussi demandé de participer à la mise en place d'une stratégie, à l'échelle de l'organisation, sur les liens entre la pauvreté et l'environnement, ce qui pourrait représenter une autre contribution significative.

**DANS** bien des pays, les interventions dans le domaine de la santé ont été examinées séparément des politiques environnementales. Mais bon nombre des problèmes de santé découlent de la dégradation de l'environnement. L'IIDD a été invité par la Health Environment Linkages Initiative (HELI), un programme conjoint de l'Organisation mondiale de la santé, du PNUE et de l'Agence canadienne de développement international, à **coordonner l'établissement de lignes directrices à l'intention des pays en développement dans leur examen de leurs problèmes de santé et d'environnement par le biais d'interventions économiques**. Les lignes directrices seront mises à l'essai dans trois pays.

« Exploring the Links » examine les liens entre le bien-être, la pauvreté et les écoservices.



## « LA PREMIÈRE, « INCREASING CAPABILITIES THROUGH AN ECOSYSTEM APPROACH FOR THE DRYLANDS », A ÉTÉ CHOISIE PAR LA GLOBAL DRYLANDS INITIATIVE DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT COMME DOCUMENT DE RÉFLEXION POUR LE FORUM MONDIAL DE LA BIODIVERSITÉ... »

L'IIDD a pris part à l'Évaluation des écosystèmes en début de Millénaire (MA) principalement grâce au travail d'Angela Cooper, membre du Conseil d'administration et coprésidente du Groupe d'évaluation du MA, et d'Anantha Kumar Duraiappah, directeur de l'équipe des Politiques économiques, en sa qualité de coordonnateur principal de la rédaction et de coprésident du Groupe de travail de synthèse sur la biodiversité. La MA est un processus novateur qui donnera aux évaluations intégrées leurs fondements scientifiques essentiels. Contrairement aux initiatives antérieures dans ce domaine, le cadre conceptuel de la MA établit clairement un lien entre les écoservices et le bien-être humain en utilisant des connaissances et des méthodologies de pointe issues d'une gamme de disciplines, dont l'écologie, l'économie, la sociologie, la philosophie, l'anthropologie, le droit et les sciences politiques. On peut maintenant se procurer le premier produit, « Ecosystems and Human Wellbeing », auprès de la maison d'édition Island Press. L'IIDD, par l'entremise de son équipe des Politiques économiques, avait pour rôle d'intégrer dans l'approche de la MA un bon nombre des principes fondamentaux sous-jacents au cadre conceptuel capacités-écosystèmes.

L'IIDD a établi la liste d'envoi électronique Sen en 2001, au terme de la première conférence sur les capacités, tenue à Cambridge. Dans son plus récent ouvrage, *Red Sky at*

*Morning*, Gustave Speth considère cette liste comme une importante source d'information sur des questions liées à la participation démocratique et à la justice sociale. La liste s'est allongée régulièrement depuis et, au début de 2004, elle a officiellement reçu pour nom la liste d'envoi de « capabilityapproach » (voir [http://www.iisd.org/economics/pov\\_sd/senlistserv.asp](http://www.iisd.org/economics/pov_sd/senlistserv.asp)), faisant d'elle un outil en prévision du lancement prochain de la Human Development and Capability Association. **Un petit noyau de chercheurs en capacités, dont Anantha Duraiappah de l'IIDD, ont travaillé durant la dernière année à établir une association formelle réunissant des chercheurs et des décideurs qui oeuvrent dans le domaine du développement et de la pauvreté et utilisent l'approche des capacités**. L'IIDD est considéré comme s'intéressant au volet environnemental, ou plus spécifiquement écosystémique, de l'approche des capacités. L'Université Harvard, l'Université de Cambridge, l'Université de Pavie et l'Université de Versailles comptent parmi les autres membres. L'association sera inaugurée officiellement en septembre et le professeur Amartya Sen a accepté d'en être le premier président. L'institution a établi une relation de travail étroite avec le Journal of Human Development; son lancement aura pour effet notable de mettre les principes du développement basés sur la justice, l'équité, l'autonomie et le respect à l'avant-scène dans la communauté du développement.

- 1 FAITS SAILLANTS
- 2 MESSAGES DU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
- 4 PERSPECTIVES SUR LES PARTENARIATS
- 6 L'ART DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
- 8 MESURER NOTRE PROPRE RENDEMENT
- 10 MISSION POSSIBLE
- 11 L'ÉQUIPE DE L'IIDD
- 12 LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'ÉNERGIE
- 14 LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES
- 16 LES MESURES ET INDICATEURS
- 18 LA COMMUNICATION DES CONNAISSANCES
- 19 LES SERVICES D'INFORMATION
- 20 LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES
- 22 LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT**
- 25 RAPPORT DES VÉRIFICATEURS
- 26 BILAN CONSOLIDÉ
- 27 ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
- 28 ACCORDS DE FINANCEMENT
- 29 ANNEXE DU FONCTIONNEMENT PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ
- 30 SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES

LE programme de l'investissement international de l'IIDD est devenu un prolongement important de l'action de l'Institut dans le domaine du commerce international. Nous examinons les incidences plus globales de l'investissement étranger direct sur le développement durable, ainsi que le rôle spécifique que peuvent jouer les règles juridiques internationales pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable ou y faire obstacle. **Durant l'année écoulée, nous avons continué de suivre le cortège étourdissant de négociations bilatérales, régionales et multilatérales relatives aux accords d'investissement, tout en cherchant à élaborer un cadre juridique international qui garantisse que l'investissement international favorise le développement durable.**

EN 1998, l'IIDD s'est intéressé aux règles du chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) concernant l'investissement étranger. L'Institut a par la suite fait une présentation aux ministres de l'Environnement du Canada, du Mexique et des États-Unis, et il a continué à suivre de près des affaires spécifiques. Une d'elles opposait Methanex Inc., une entreprise canadienne, au gouvernement des États-Unis après que la Californie eut adopté une loi prescrivant d'éliminer le MTBE (méthyltertiobutyléther) de l'essence vendue dans cet État au plus tard en 2003.

Methanex fabrique du méthanol, une des matières de départ du MTBE. En 2000, l'IIDD a demandé le statut d'*amicus curiae* ou ami de la cour, la première fois qu'un groupe de la société civile faisait une telle demande dans un arbitrage investisseur-État assujéti à des règles internationales. En janvier 2001, le tribunal a jugé qu'il avait, en principe, le pouvoir d'accorder un tel statut et, finalement, en février 2004, il a énoncé des règles spécifiques sur la procédure que devraient suivre l'IIDD et d'autres à cette fin. **En mars 2004, l'Institut a présenté sa requête officielle et son mémoire au tribunal qui, en avril, a accepté l'IIDD comme ami de la cour, faisant de celui-ci et d'une ONG américaine les premiers groupes de la société civile à se voir reconnus de la sorte.** L'Institut est d'avis que les règles de l'ALENA et le processus de règlement des différends présentent de sérieuses lacunes. Dans l'affaire susmentionnée, l'IIDD a pris l'initiative en obligeant le processus à être plus ouvert. En conséquence, non seulement l'Institut est la première ONG à se voir accorder un tel statut dans un arbitrage investisseur-État, mais les parties à l'ALENA ont mis sur pied un processus formel d'examen de requêtes en ce sens, elles ont indiqué qu'elles souhaitaient que toutes les audiences soient ouvertes au public et elles ont créé des sites web où sont reproduits tous les documents importants utilisés dans les arbitrages. À tous égards, l'IIDD a insisté, et il a eu gain de cause (voir [http://www.iisd.org/pdf/2003/trade\\_methanex\\_background.pdf](http://www.iisd.org/pdf/2003/trade_methanex_background.pdf)).

L'ACTION de l'IIDD dans le dossier des traités bilatéraux d'investissement (TBI) découle de l'analyse qu'il avait faite de l'ALENA. En y regardant de plus près, il est apparu que bon nombre des problèmes qu'éprouvait l'ALENA—dont une tendance inquiétante des investisseurs étrangers à recourir aux procédures judiciaires internationales pour contester des mesures dans les domaines de la santé ou de l'environnement—affectaient aussi des centaines de TBI. Ces dernières années, dans le dossier de l'investissement, l'Institut s'est attaché tout spécialement à suivre la prolifération de ces traités mal compris et à évaluer leurs incidences sur le développement durable. **Notre *INVEST-SD News Bulletin*, qui a mérité des éloges, est rapidement devenu une publication de référence lorsqu'il est question des liens entre l'investissement et le développement durable.** Le bulletin suit l'utilisation qui est faite des traités dans les contestations stratégiques contre les pays développés et les pays en développement en rapport avec une variété d'investissements : eau, électricité, déchets dangereux, zonage et différents services publics. Voir <http://www.iisd.org/investment/invest-sd/>



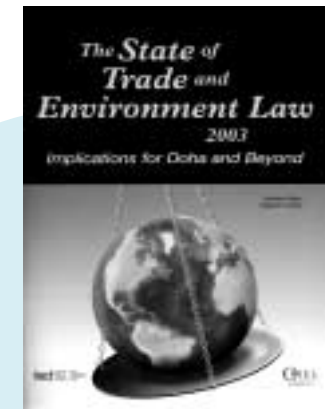
Directeur > Mark Halle

# LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT



À la base, la position de l'IIDD sur l'investissement et le développement durable est simple : l'investissement est d'une importance critique pour déterminer si l'on transformera en pratiques durables des pratiques actuellement non durables dans les domaines de l'énergie, de l'utilisation des ressources naturelles, de l'industrie et des services relatifs aux infrastructures essentielles. Le régime international gouvernant l'investissement doit refléter ce défi. L'IIDD mène deux projets étroitement liés qui ajoutent à sa réputation comme principal groupe de réflexion sur l'investissement et le développement durable, tout en servant de nouvelle balise aux négociations internationales, régionales et bilatérales sur l'investissement. L'Institut a mis en place un programme d'action du Sud en matière d'investissement (SAI) pour donner aux pays en développement la possibilité d'exprimer leur point de vue sur ce que devrait être le programme des négociations internationales sur l'investissement. En collaboration avec ses partenaires en Thaïlande, en Afrique du Sud, en Argentine et au Brésil et avec la Fondation Heinrich Boell, l'IIDD a fait la promotion de la production de quatre documents régionaux sur l'investissement et le développement durable ainsi que de la tenue de conférences multinationales connexes à Bangkok, au Cap et à Sao Paulo. Ces initiatives conduiront à l'élaboration d'un document définissant un programme d'action du Sud en matière d'investissement, et celui-ci servira à établir un accord modèle sur l'investissement international pour le développement durable. **Le groupe chargé des questions d'investissement prévoit qu'il en résultera une conférence majeure réunissant juristes et spécialistes des politiques au début de l'automne, puis un projet d'accord modèle unique consolidé.** Ce qui en retour aura des retombées sur le projet SAI, sous la forme d'un guide du négociateur sur les façons d'atteindre les objectifs contenus dans l'accord modèle. Voir <http://www.iisd.org/investment/dci/sai.asp>

« The State of Trade and Environment Law - 2003 », publié en collaboration avec le Centre pour le droit international de l'environnement, examine les décisions de l'Organe d'appel de l'OMC depuis 1995.



**« ... NON SEULEMENT L'INSTITUT EST LA PREMIÈRE ONG À SE VOIR ACCORDER UN TEL STATUT DANS UN ARBITRAGE INVESTISSEUR-ÉTAT, MAIS LES PARTIES À L'ALENA ONT MIS SUR PIED UN PROCESSUS FORMEL D'EXAMEN DE REQUÊTES EN CE SENS... »**

**DURANT** des années, la plupart des pays en développement ont rejeté l'idée d'élargir le programme environnemental à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), y voyant une tentative des pays riches d'utiliser l'argument « vert » pour restreindre l'accès des produits des pays en développement aux marchés. Si leur crainte est justifiée dans une certaine mesure, il reste qu'une telle politique du rejet ne sert les intérêts d'aucun pays. **L'IIDD a entrepris de travailler avec les pays en développement afin d'élaborer un programme qui reflète leurs intérêts et leurs priorités en termes de commerce et d'environnement, et qui encourage les pays en développement à proposer des politiques environnementales à l'OMC.** Avec les consultations régionales et la production d'un guide à l'intention des participants aux négociations commerciales du Sud, nous espérons pouvoir élaborer un programme positif grâce auquel la qualité de l'environnement puisse devenir un atout commercial pour les pays pauvres. Voir <http://www.iisd.org/trade/adc/sate.asp>

**L'IIDD** continue de jouer un rôle clé dans la troisième phase du Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement (CCICED). **Nous collaborons avec le Groupe de travail sur l'OMC et l'environnement pour évaluer les conséquences environnementales de l'accession de la Chine à l'OMC.** Les objectifs sont les suivants : élaborer des mesures et des stratégies appropriées pour relever les défis environnementaux; soutenir le commerce durable; renforcer les compétences du gouvernement et des universitaires chinois durant les négociations commerciales et environnementales de l'après-Doha; donner à la Chine la possibilité de contribuer à l'élaboration des règles de

l'OMC gouvernant la relation entre le commerce et l'environnement. De plus, en partenariat avec le Programme de droit régional de l'environnement/Asie de l'UICN, l'Administration nationale chinoise pour la protection de l'environnement et le Centre international du commerce et du développement durable, l'IIDD a organisé un atelier de formation sur le commerce, la biodiversité et le développement durable. Cette activité a donné lieu à un dialogue formel entre des officiels du gouvernement et des universitaires sur l'interaction du commerce et de l'environnement dans un contexte de biodiversité. Voir <http://www.iisd.org/trade/cciced/>

**L'IIDD** et le Centre pour le droit international de l'environnement (CIEL) ont publié *The State of Trade and Environment Law, 2003* dans lequel ils examinent les décisions de l'Organe d'appel de l'OMC depuis 1995 et d'autres facteurs qui ont modifié le contenu du droit commercial ou son interprétation depuis que les premières grandes questions ont surgi à la fin des années 1980. **Ils montrent comment l'Organe d'appel, en particulier, a cherché à établir un meilleur équilibre entre le commerce et l'environnement à l'OMC que ce ne fut le cas avec le prédécesseur de l'Organisation, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).** Divers éléments de la publication ont été présentés à différentes réunions internationales, et l'IIDD est en discussion avec l'OMC pour devenir membre de son équipe de renforcement des capacités en droit commercial international. On peut télécharger la publication au <http://www.iisd.org/publications/publication.asp?pno=570>

- 1 FAITS SAILLANTS
- 2 MESSAGES DU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
- 4 PERSPECTIVES SUR LES PARTENARIATS
- 6 L'ART DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
- 8 MESURER NOTRE PROPRE RENDEMENT
- 10 MISSION POSSIBLE
- 11 L'ÉQUIPE DE L'IIDD
- 12 LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'ÉNERGIE
- 14 LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES
- 16 LES MESURES ET INDICATEURS
- 18 LA COMMUNICATION DES CONNAISSANCES
- 19 LES SERVICES D'INFORMATION
- 20 LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES
- 24 **LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT (SUITE)**
- 25 **RAPPORT DES VÉRIFICATEURS**
- 26 BILAN CONSOLIDÉ
- 27 ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
- 28 ACCORDS DE FINANCEMENT
- 29 ANNEXE DU FONCTIONNEMENT PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ
- 30 SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES

cibles; deuxièmement, les organisations ne savent pas comment intégrer la RSE dans leurs opérations—et entre autres comment traiter avec différents intervenants aux préoccupations souvent incompatibles. Donc, lorsque l'Organisation internationale de normalisation (ISO) a voulu connaître l'opinion de l'IIDD quant à l'opportunité d'élaborer des normes dans ce domaine, l'Institut n'a pas raté l'occasion. Même si nous avons identifié plus d'obstacles que d'occasions, avec de la persévérance et en maintenant la coopération, il est maintenant très probable que l'ISO conseillera les organisations quant aux façons de devenir plus responsables au plan social. Ce qui serait un grand pas dans la concrétisation du développement durable. Voir (<http://www.iisd.org/standards/csr.asp>)

**PLUS** d'une décennie après son entrée en vigueur, la Convention sur la diversité biologique (CDB) demeure l'un des plus importants instruments internationaux de promotion du développement durable. La CDB comporte trois éléments fondamentaux : la conservation, l'utilisation durable et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques (communément appelé accès aux ressources génétiques et partage des avantages, ou ABS). C'est l'ABS qui a soulevé le plus de difficultés aux niveaux politique et technique parce qu'il implique la redistribution de la richesse—souvent des puissants vers les impuissants. En avril 2002, les parties à la CDB ont adopté les lignes directrices de Bonn, première tentative de guider l'application des dispositions ABS de la Convention. Ces lignes directrices ont toujours été conçues comme un instrument en gestation—comme quelque chose à mettre à l'essai et à améliorer avec le temps. Malheureusement, la plupart des organisations qui devraient les utiliser n'en connaissent pas l'existence ou n'ont pas le temps d'analyser un texte négocié au niveau politique pour comprendre ce qu'elles devraient faire. Ce qu'il leur faut, c'est un outil simple et pratique qui fixe dans leurs grandes lignes les objectifs attendus et qui les aide à réaliser ceux-ci. En partenariat avec Stratos Inc., et avec l'appui du gouvernement fédéral suisse, l'IIDD a entrepris d'élaborer un outil de gestion qui aide les organisations à appliquer les dispositions ABS de la CDB. En 2003-2004, nous avons

Il y a plusieurs années, l'IIDD a levé le voile sur les subventions perverses—des deniers publics dépensés de façons qui ont un effet délétère sur l'environnement. Nos publications ont révélé l'étendue de pratiques du genre mais, si elles ont attiré l'attention sur le problème dans certains milieux, elles n'ont pas pourtant débouché sur des actions spécifiques. L'Institut a décidé de revenir à la charge. **Par l'entremise de notre Initiative Van Lennep, menée de concert avec l'équipe des Politiques économiques de l'IIDD, nous avons constitué un groupe de haut niveau qui a reçu pour mission d'examiner la question des subventions qui faussent le commerce, minent le développement et nuisent à l'environnement.** Nous espérons créer une vaste alliance pour utiliser de manière positive les mécanismes de l'Organisation mondiale du commerce—et déterminer s'il est possible de négocier la réduction ou l'élimination de ces subventions, ou à tout le moins de réorienter celles-ci de façon à en réduire l'impact négatif. Nous espérons que des communications bien ciblées, combinées à une recherche inattaquable et à l'influence politique de notre Groupe des personnalités éminentes, suffiront à corriger certaines des pires dépenses faites aux frais du contribuable et promouvoir de la sorte le développement durable. Voir <http://www.iisd.org/trade/wto/vanlennep.asp>

**L'INITIATIVE** sur les produits durables (IPD) de l'IIDD et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement recherche des approches axées sur les forces du marché pour améliorer la durabilité du commerce des produits. **Depuis les débuts du projet à la fin de 2003, l'IPD a facilité un dialogue entre intervenants multiples et la recherche d'occasions pour les différents intervenants de collaborer à réaliser le développement durable du secteur du café.** Dans le cadre de son travail dans ce secteur, l'IIDD a organisé deux grandes conférences à intervenants multiples, il a créé le « groupe de discussion sur le développement durable du secteur du café » et il a facilité un processus destiné à mettre en place un « partenariat à intervenants multiples pour le développement durable du secteur du café ». Dans l'exécution de ce projet, l'Institut a aussi contribué de façon significative à des processus connexes élaborés par l'Organisation internationale du café (ICO) ainsi qu'aux projets des Codes d'usage communs pour la communauté caféière. Voir <http://www.iisd.org/trade/commodities/sci.asp>

**LA** responsabilité sociale d'une entreprise (RSE) a été décrite comme la contribution de l'entreprise au développement durable. Mais le concept est plus facile à décrire qu'à réaliser. Il y a deux problèmes : premièrement, les entreprises ne savent pas ce qu'on attend d'elles, et donc ignorent quelles devraient être leurs

## « ...L'IIDD EST EN DISCUSSION AVEC L'OMC POUR DEVENIR MEMBRE DE SON ÉQUIPE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL. »

mis au point un prototype d'outil, que nous mettrons à l'essai sur le terrain durant la prochaine année financière pour déterminer comment instaurer la confiance et la coopération le plus efficacement entre les utilisateurs et les fournisseurs de ressources génétiques. Voir <http://www.iisd.org/standards/abs.asp>

**L'ATELIER** du Réseau du savoir sur le commerce (TKN), tenu à la fin du printemps 2003 au Bangladesh, a illustré de façon fort éloquente l'importance de la recherche stratégique dans le renforcement des capacités. Dans ce cas, la recherche visait à déterminer si l'imposition de normes rigoureuses sur les marchés d'exportation risquait de forcer les petits aqualculteurs de la crevette à consolider leurs opérations, privant ainsi les petits exploitants d'une importante source de revenus. L'atelier a réuni des agriculteurs, des transformateurs, des scientifiques, des organisations d'aide et des représentants gouvernementaux. **La recherche du TKN est l'étincelle qui a allumé les énergies de ce groupe—dont bon nombre des membres ne s'étaient jamais rencontrés—autour d'une série de problèmes et d'objectifs communs.** Les participants ont voulu savoir comment ils pouvaient travailler ensemble pour assurer un meilleur contrôle de la qualité et un développement durable de l'environnement, pour répondre aux normes étrangères et pour assurer des sources de revenus durables; à la fin de la réunion, ils ont réclamé une meilleure formation pour les agriculteurs et les transformateurs et une coordination plus grande entre les différents acteurs. Le travail de suivi du TKN au Bangladesh se focalise maintenant sur le développement de la capacité des agriculteurs et des transformateurs grâce à la formation et au dialogue pour mieux comprendre les règles et les procédures de conformité dans l'industrie bangladaise de la crevette. Voir <http://www.tradeknowledgenetwork.net>

# RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres de  
l'Institut international du développement durable

Nous avons vérifié le bilan consolidé de l'Institut international du développement durable au 31 mars 2004 et les états consolidés des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

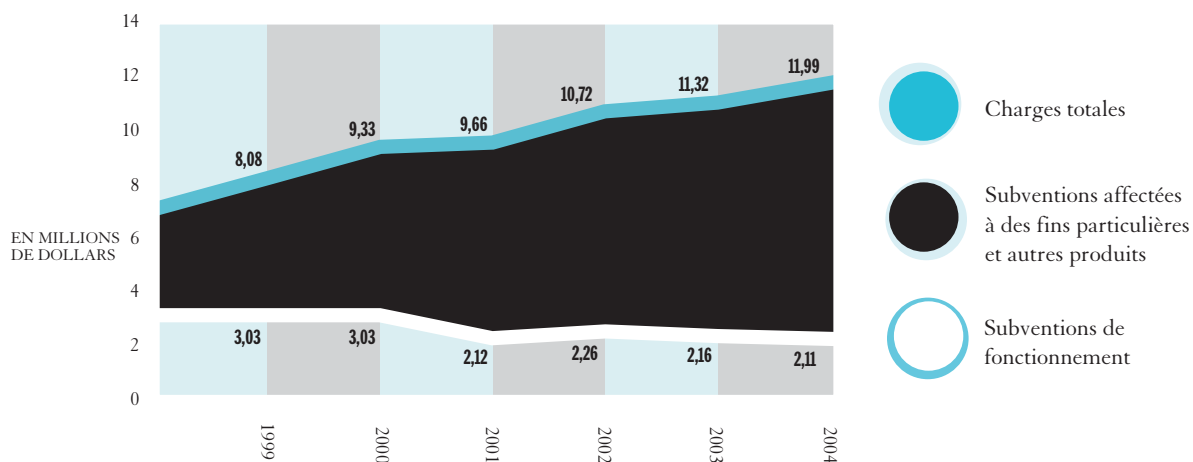
Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2004 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Deloitte & Touche p. r. l.*

Comptables agréés  
Winnipeg (Manitoba)  
Le 7 mai 2004

## 1999 - 2004 ÉVOLUTION DU FINANCEMENT DE L'IIID



1	FAITS SAILLANTS
2	MESSAGES DU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
4	PERSPECTIVES SUR LES PARTENARIATS
6	L'ART DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
8	MESURER NOTRE PROPRE RENDEMENT
10	MISSION POSSIBLE
11	L'ÉQUIPE DE L'IIDD
12	LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'ÉNERGIE
14	LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES
16	LES MESURES ET INDICATEURS
18	LA COMMUNICATION DES CONNAISSANCES
19	LES SERVICES D'INFORMATION
20	LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES
22	LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT
25	RAPPORT DES VÉRIFICATEURS
<b>26</b>	<b>BILAN CONSOLIDÉ</b>
<b>27</b>	<b>ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS</b>
28	ACCORDS DE FINANCEMENT
29	ANNEXE DU FONCTIONNEMENT PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ
30	SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES

On peut se procurer la version intégrale des états financiers vérifiés à l'adresse <http://www.iisd.org/about/> ou en écrivant à l'IIDD.

## BILAN CONSOLIDÉ

Au 31 mars 2004

	2004	2003
<b>ACTIF</b>		
<b>À COURT TERME</b>		
Encaisse	1 350 169 \$	1 309 524 \$
Titres négociables	6 456 049	5 855 308
Débiteurs	5 107 736	6 390 612
Frais payés d'avance et dépôts	132 529	160 733
	<hr/>	<hr/>
	13 046 483	13 716 177
<b>IMMOBILISATIONS</b>	231 222	240 749
	<hr/>	<hr/>
	13 277 705 \$	13 956 926 \$
<b>PASSIF</b>		
<b>À COURT TERME</b>		
Créditeurs et charges à payer	1 105 660 \$	1 412 338 \$
Produits reportés	5 491 513	5 866 580
	<hr/>	<hr/>
	6 597 173	7 278 918
<b>ENGAGEMENTS</b>		
<b>ACTIFS NETS</b>		
Actifs nets investis en immobilisations	231 222	240 749
Réserve pour création de programmes	3 730 280	3 808 618
Réserve pour développement à long terme	1 479 372	1 462 490
Actifs de fonctionnement nets non affectés	1 239 658	1 166 151
	<hr/>	<hr/>
	6 680 532	6 678 008
	<hr/>	<hr/>
	13 277 705 \$	13 956 926 \$

## ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

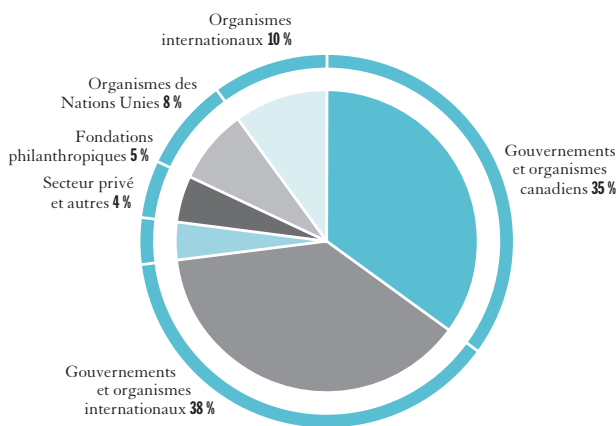
De l'exercice terminé le 31 mars 2004

	2004	2003
<b>PRODUITS</b>		
Subventions affectées à des fins particulières	9 569 403 \$	8 331 750 \$
Subventions de fonctionnement	2 105 261	2 162 556
Intérêts	291 065	263 622
Autres produits	29 422	261 429
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>11 995 151</b>	<b>11 019 357</b>
<b>CHARGES</b>		
Projets		
Commerce et investissement	3 786 269	2 374 372
Services de production de rapports	2 503 410	2 652 806
Changements climatiques et énergie	1 724 923	1 400 921
Communication des connaissances	983 475	1 067 401
Mesures et indicateurs	754 315	619 295
Gestion des ressources naturelles	558 682	821 112
Politique économique	516 728	981 516
Création de nouveaux projets	78 338	41 723
	10 906 140	9 959 146
Administration	671 213	736 062
Financement et sensibilisation	275 297	417 898
Conseil d'administration	139 977	202 433
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>11 992 627</b>	<b>11 315 539</b>
<b>EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (DES CHARGES SUR LES PRODUITS)</b>	<b>2 524</b>	<b>(296 182)</b>
<b>MONTANT AFFECTÉ DES (AUX) ACTIFS NETS</b>		
Actifs nets investis en immobilisations	9 527	42 539
Réserve pour création de programmes	78 338	26 547
Réserve pour développement à long terme	(16 882)	153 981
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS</b>	<b>73 507</b>	<b>(73 115)</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS AU DÉBUT</b>	<b>1 166 151</b>	<b>1 239 266</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS À LA FIN</b>	<b>1 239 658 \$</b>	<b>1 166 151 \$</b>

- 1 FAITS SAILLANTS
- 2 MESSAGES DU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
- 4 PERSPECTIVES SUR LES PARTENARIATS
- 6 L'ART DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
- 8 MESURER NOTRE PROPRE RENDEMENT
- 10 MISSION POSSIBLE
- 11 L'ÉQUIPE DE L'IIDD
- 12 LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'ÉNERGIE
- 14 LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES
- 16 LES MESURES ET INDICATEURS
- 18 LA COMMUNICATION DES CONNAISSANCES
- 19 LES SERVICES D'INFORMATION
- 20 LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES
- 22 LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT
- 25 RAPPORT DES VÉRIFICATEURS
- 26 BILAN CONSOLIDÉ
- 27 ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
- 28 ACCORDS DE FINANCEMENT**
- 29 ANNEXE DU FONCTIONNEMENT PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ**
- 30 SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES

## 2003 - 2004 SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES, PAR DONATEUR

Total des subventions affectées à des fins particulières 9 569 403 \$



## SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES

L'IIDD reçoit des fonds de divers organismes publics et privés dans le but de financer des projets précis visant la poursuite de ses objectifs stratégiques. Ces projets peuvent s'échelonner sur une période supérieure à un an. Les subventions accordées connexes sont comptabilisées lorsque les accords de financement sont conclus, et elles sont constatées dans les produits à mesure que les projets sont réalisés. Le tableau comparatif suivant résume les engagements relatifs aux subventions affectées à des fins particulières au cours de l'exercice :

	Subventions selon les accords	
	2004	2003
(en milliers de dollars)		
Gouvernements et organismes canadiens	1 745 \$	3 361 \$
Gouvernements et organismes internationaux	4 778	3 347
Organismes des Nations Unies	6 523	6 708
Organismes internationaux	962	471
Fondations philanthropiques	782	923
Secteur privé et autres	248	224
	430	405
	<b>8 945 \$</b>	<b>8 731 \$</b>

Les subventions affectées à des fins particulières et les autres produits, qui englobent les ventes de publications, le recouvrement des coûts et, en ce qui a trait au poste Administration, financement et sensibilisation, la perte de change non réalisée au 31 mars d'un montant de 174 000 \$, sont ventilés par secteurs d'activité :

Secteurs d'activité	Autres produits	Subventions affectées à des fins particulières	Total
(en milliers de dollars)			
Commerce et investissement	22 \$	3 670 \$	3 692 \$
Services de production de rapports	9	2 505	2 514
Changements climatiques et énergie	56	1 348	1 404
Communication des connaissances	25	768	793
Mesures et indicateurs	12	619	631
Gestion des ressources naturelles	62	377	439
Politique économique	10	281	291
Administration, financement et sensibilisation	(167)	2	(165)
	<b>29 \$</b>	<b>9 570 \$</b>	<b>9 599 \$</b>

## SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT

L'IIDD a renouvelé des accords de financement avec le gouvernement du Canada (Environnement Canada et l'Agence canadienne de développement international [l'ACDI]). L'accord conclu avec l'ACDI procure à l'IIDD des subventions de fonctionnement pour une période de cinq ans allant du 1<sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2005. Environnement Canada renouvelle sa contribution annuellement. L'IIDD a également conclu un nouvel accord de financement d'une durée de cinq ans avec le gouvernement du Manitoba qui s'étend sur une période allant du mois d'avril 2001 au 31 mars 2006. Cet accord prévoit une subvention de fonctionnement de base totalisant 4 583 600 \$ et une subvention liée à des projets particuliers pouvant atteindre un montant additionnel de 1 145 900 \$ pour la période visée.

Le financement lié aux subventions de fonctionnement se résume comme suit :

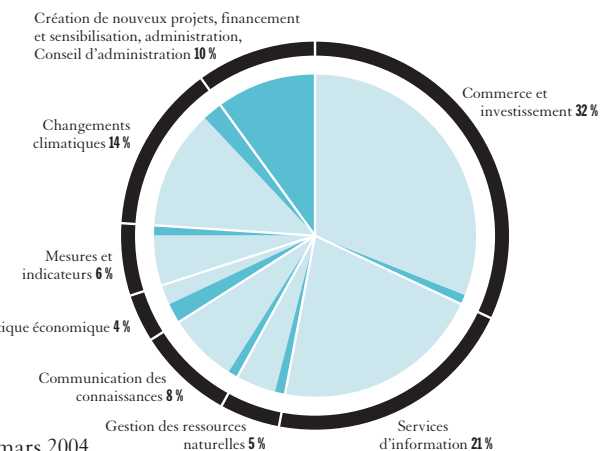
	Subventions selon les accords	Subventions comptabilisées		Subventions à recevoir
		2004	Exercices antérieurs	
(en milliers de dollars)				
Gouvernement du Canada				
Environnement Canada	1 000 \$	200 \$	600 \$	200 \$
Agence canadienne de développement international	5 000	1 000	3 000	1 000
Gouvernement du Manitoba	4 584	905	2 023	1 656
<b>Produits tirés des subventions de fonctionnement</b>	<b>10 584 \$</b>	<b>2 105 \$</b>	<b>5 623 \$</b>	<b>2 856 \$</b>

## 2003 - 2004 PRODUITS ET CHARGES PAR CATÉGORIE DE PROJETS

Charges totales de 11 992 627 \$

Financé par :

■ **SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT** ■ **SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES ET AUTRES PRODUITS**



## ANNEXE DU FONCTIONNEMENT PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ (en milliers de dollars) de l'exercice terminé le 31 mars 2004

	Commerce et investissement	Services de production de rapports	Changements climatiques et énergie	Communication des connaissances	Mesures et indicateurs	Gestion des ressources naturelles	Politique économique	Création de nouveaux projets	Administration	Financement et sensibilisation	Conseil d'administration	2004 Total	2003 Total
<b>Produits</b>	3 692 \$	2 514 \$	1 404 \$	793 \$	631 \$	439 \$	291 \$	— \$	(166) \$	1 \$	— \$	9 599 \$	8 593 \$
Personnel	1 465	333	941	373	433	337	266	49	550	165	—	4 912	4 810
Consultation	1 185	1 034	386	387	148	76	167	11	1	20	—	3 415	2 876
Déplacements	419	888	196	127	91	85	27	14	29	13	—	1 889	1 927
Loyer	98	55	47	22	29	19	15	—	31	9	—	325	327
Fournitures et autre matériel	72	47	34	20	15	14	8	1	27	23	—	261	309
Publications	63	39	32	12	2	8	14	—	—	25	—	195	239
Amortissement des immobilisations	37	45	21	12	12	7	11	—	11	14	—	170	170
Réunions	380	—	21	13	3	4	—	3	2	1	—	427	159
Télécommunications	51	63	37	13	16	6	6	—	13	3	—	208	249
Conseil d'administration	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	140	140	202
Documents de recherche	16	—	10	5	5	3	3	—	7	2	—	51	48
<b>Total des charges</b>	<b>3 786</b>	<b>2 504</b>	<b>1 725</b>	<b>984</b>	<b>754</b>	<b>559</b>	<b>517</b>	<b>78</b>	<b>671</b>	<b>275</b>	<b>140</b>	<b>11 993</b>	<b>11 316</b>
<b>Excédent (des charges sur les subventions affectées à des fins particulières et autres produits) des subventions affectées à des fins particulières et autres produits sur les charges</b>	<b>(94) \$</b>	<b>10 \$</b>	<b>(321) \$</b>	<b>(191) \$</b>	<b>(123) \$</b>	<b>(120) \$</b>	<b>(226) \$</b>	<b>(78) \$</b>	<b>(837) \$</b>	<b>(274) \$</b>	<b>(140) \$</b>	<b>(2 394) \$</b>	<b>(2 723) \$</b>
Excédent des charges sur les subventions affectées à des fins particulières financé au moyen des éléments suivants :													
Subventions de fonctionnement												2 105	2 163
Intérêts												291	264
Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits)												2 \$	(296) \$

1	FAITS SAILLANTS
2	MESSAGES DU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
4	PERSPECTIVES SUR LES PARTENARIATS
6	L'ART DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
8	MESURER NOTRE PROPRE RENDEMENT
10	MISSION POSSIBLE
11	L'ÉQUIPE DE L'HDD
12	LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'ÉNERGIE
14	LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES
16	LES MESURES ET INDICATEURS
18	LA COMMUNICATION DES CONNAISSANCES
19	LES SERVICES D'INFORMATION
20	LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES
22	LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT
25	RAPPORT DES VÉRIFICATEURS
26	BILAN CONSOLIDÉ
27	ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
28	ACCORDS DE FINANCEMENT
29	ANNEXE DU FONCTIONNEMENT PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ
30	<b>SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES</b>

## SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES (en milliers de dollars)

De l'exercice terminé le 31 mars 2004

<b>Gouvernement du Canada (et organismes s'y rattachant)</b>			<b>Allemagne</b>	
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international	521	\$	Ministère de l'Environnement	110
Agence canadienne de développement international (ACDI)	402		Société allemande pour la coopération technique (GTZ)	25
Agriculture et Agroalimentaire Canada	167		Ministère de la coopération et du développement économiques (BMZ)	18 153
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	94		Japon	99
Diversification de l'économie de l'Ouest	89		Australie	87
Environnement Canada	68		Espagne	78
Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement (ACDI)	59		Autriche	31
Développement des ressources humaines Canada	57		Autres	21
Ressources naturelles Canada	41			4 778
Ministère des Pêches et des Océans	35		<b>Organismes des Nations Unies</b>	
Affaires indiennes et du Nord	33		Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	833
Autres	41		Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)	76
	1 607		Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	36
<b>Gouvernements provinciaux</b>			Autres	17
Manitoba	119			962
Colombie-Britannique	19		<b>Organismes internationaux</b>	
	138		Union mondiale pour la nature (UICN)	240
<b>Gouvernements étrangers</b>			Organisation internationale des bois tropicaux	106
Suisse			The Global Action Network Net (GAN-Net)	88
Secrétariat d'État à l'économie (SECO)	1 192		Secretariat of the World Forestry Council	86
Direction du développement et de la coopération (DDC)	392		Société financière internationale	73
Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP)	184	1 768	Institut indo-canadien Shastri	61
			Royal Institute for International Affairs (RIIA)	33
Suède			Banque mondiale	32
Agence suédoise de développement international	843		Institut international pour l'environnement et le développement (IIED)	25
Ministère des Affaires étrangères	73		Autres	38
Ministère de l'Environnement	18	934		782
			<b>Fondations philanthropiques</b>	
Norvège			Fondation Mott	73
Ministère des Affaires étrangères	465		Fondation Rockefeller	71
Ministère de l'Environnement	68		The Swedish Foundation for Strategic Environmental Research (MISTRA)	38
Direction de la gestion de la nature	16	549	Fondation Winnipeg	30
			Autres	36
Pays-Bas				248
Ministère des Affaires étrangères	393		<b>Secteur privé et autres</b>	
Ministère du Logement	75	468	Manitoba Hydro	80
			Econoler International	50
France			Climate Change Central	42
Ministère des Affaires étrangères	207		Experco International Ltd.	41
Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie	125	332	Global Knowledge Partnership Secretariat	27
			Autres (somme des montants inférieure à 25 000 \$)	190
Royaume-Uni				430
British Embassy Beijing (ambassade du Royaume-Uni à Beijing)	130			8 945 \$
Department for International Development (développement international)	128	258		